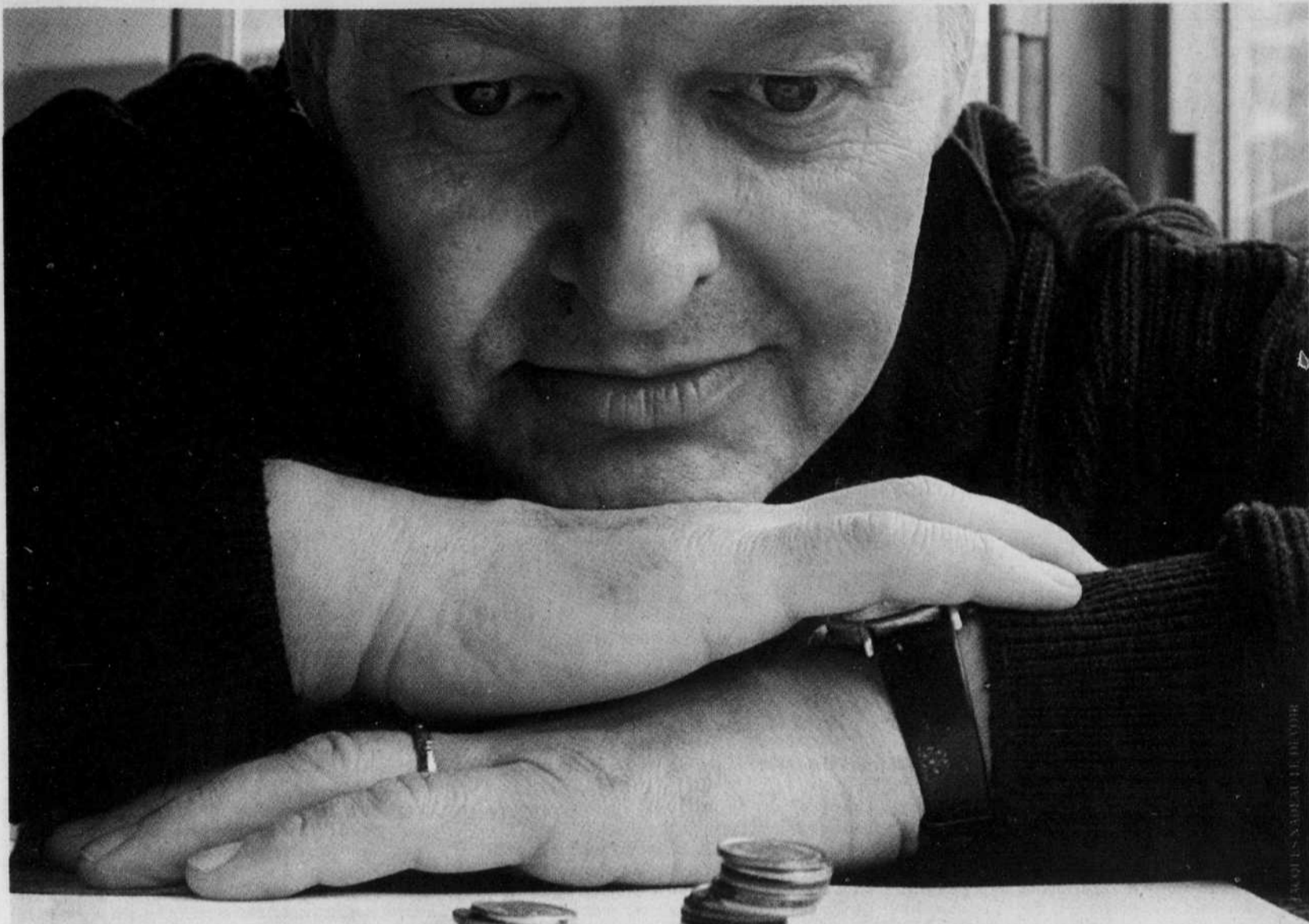


LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 232

LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 OCTOBRE 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$



Père gâté, fils fauché?

« Il y a vingt ans, les parents tenaient à léguer un héritage, même modeste, à leurs enfants. Aujourd'hui, ils veulent profiter de la vie. »

Ils ont fait partie de la première génération de Québécois francophones à accéder en masse à un niveau de vie relativement élevé. Ils arrivent aujourd'hui à l'âge d'une retraite bien méritée et devront malheureusement nous quitter un jour. Quelle sera alors la taille du magot à se partager? Les baby-boomers auront-ils déjà tout dépensé?

ÉRIC DESROSIERS

La somme totale des actifs détenus par les baby-boomers au Canada friserait actuellement le billion (1000 milliards) de dollars, à en croire une récente enquête de la firme de sondages Decima Research. Plus de 71 % de l'en-

semble de la population déclare vouloir laisser un héritage à son décès, dit le sondage, et au moins la moitié des gens (54 %) s'attendraient à recevoir une part de ce magot, qu'ils évalueraient en moyenne à 283 000 \$. On saurait d'ailleurs déjà à quoi on veut consacrer cet argent. Les deux tiers seraient économisés ou investis. Le reste, disent les répondants,

serait consacré au remboursement de l'hypothèque, à l'achat d'une deuxième maison ou encore à des rénovations et à des voyages.

« Il est possible qu'une bonne partie des baby-boomers arrivent à s'assurer une retraite relativement confortable tout en laissant des actifs appréciables à leur décès », dit Jocelyne Houle-LeSarge, directrice générale et secrétaire de l'Institut québécois de planification financière ainsi que présidente de l'organisme Question retraite. « Il y a autant d'experts optimistes que d'experts pessimistes sur la question. Mais

VOIR PAGE A 8: HÉRITAGE

■ Le paradis avant la fin de vos jours ■ La clé du succès d'un héritage > Pages A 8 et A 9

Le Nobel de Gore ne changera rien à la politique de Bush

PIERRE-HENRY DESHAYES

Oslo — Le prix Nobel de la paix a été attribué hier à l'ancien vice-président américain Al Gore et au Groupe de l'ONU sur le climat (GIEC), un pédagogue et des têtes chercheuses qui, chacun à sa façon, tirent le signal d'alarme sur les effets dramatiques du réchauffement de la planète.



Al Gore

La distinction de M. Gore, avocat d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, ne changera en rien la politique américaine en matière d'environnement, a toutefois réagi la Maison-Blanche.

Les deux lauréats ont été récompensés « pour leurs efforts de collecte et de diffusion des connaissances sur les changements climatiques provoqués par l'homme », permettant de réfléchir aux mesures à prendre contre ces changements, a déclaré à Oslo le président du comité Nobel, Ole Danbolt Mjøes.

Vice-président de Bill Clinton et candidat démocrate malheureux à la Maison-Blanche en 2000 face à George W. Bush, M. Gore, 59 ans, a contribué à vulgariser

VOIR PAGE A 12: GORE

■ Autres informations en page A 11

INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... C 5
Annonces..... B 8	Monde..... A 10
Avis publics... B 7	Mots croisés... B 9
Bourse..... B 2	Météo..... B 4
Carrières..... B 6	Perspectives... C 1
Décès..... B 8	Rencontres... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 9
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 7

400 ans, mais encore?

Les Fêtes de 2008 intéressent les étrangers... pour peu qu'on les informe!

ISABELLE PORTER

Québec — Jeudi soir, heure de l'apéritif au chic Hôtel Saint-Antoine, au Vieux-Port. Installés dans de confortables divans, des journalistes canadiens et étrangers se font vendre les Fêtes du 400^e tout en dégustant de bons alcools de chez nous. « Il y a plein de façons de lancer une invitation, mais l'espoir de vous accueillir est toujours le même », dit la vidéo dans laquelle une petite fille lance une bouteille à la mer. Présentées en cascade,

les nombreuses activités du 400^e séduisent par leur envergure. Le spectacle d'ouverture de Denis Bouchard le 31 décembre? Une « super-méga-production » avec des projections sur la neige. Le spectacle d'opéra urbain en juillet? « Du jamais vu au Canada. » La piste de danse sur le fleuve en août? « Le projet le plus fou de l'été. » Et c'est sans parler de la *Symphonie des mille* de Mahler ou de la Coupe du monde de surf des neiges! Responsable de la section voyages du

VOIR PAGE A 12: QUÉBEC



AFGHANISTAN

Harper refile le dossier à un comité

Présidé par John Manley, le groupe de travail remettra son rapport à la fin de janvier

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Dans une manœuvre politique qui vise autant à se débarrasser de l'épineux dossier afghan qu'à mettre les libéraux dans l'embarras, le premier ministre Stephen Harper a annoncé hier qu'un groupe de travail indépendant recommandera la voie à suivre en Afghanistan après février 2009. Ce comité, présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, ne remettra pas son rapport avant la fin de janvier 2008, repoussant d'autant un vote aux Communes sur le sort de la mission.

La création de ce groupe de travail composé de cinq personnalités — dont certaines ont ouvertement appuyé la mission actuelle en Afghanistan et même la guerre américaine en Irak — a immédiatement soulevé les critiques des partis d'opposition, qui estiment que le premier ministre cherche à gagner du temps et à évacuer un débat crucial à quatre jours d'un discours du Trône qui pourrait mener le pays à des élections générales.

Le premier ministre a toutefois répété que le vote final sur le sort de la mission aura lieu aux Communes. Stephen Harper a soutenu que la création de ce groupe de travail « permettra de donner des conseils non partisans qui aideront les parlementaires à prendre une décision » à propos des suites à donner à la mission en Afghanistan.

Le comité indépendant étudiera quatre scénarios pour l'après-février 2009.

■ La première option est celle du statu quo, a précisé le premier ministre. Les soldats canadiens continueraient donc à former les militaires et les policiers afghans dans la province de Kandahar pour que les militaires canadiens puissent un jour se retirer.

■ La deuxième possibilité consiste à concentrer les efforts canadiens sur la reconstruction à Kandahar. « Pour cela, d'autres pays devront prendre la relève afin d'y assurer la sécurité », a dit le premier ministre.

VOIR PAGE A 12: HARPER



« J'ai n'ai reçu aucune instruction au sujet des options préférées du gouvernement. Je suis un agent libre. Je n'ai rien décidé au sujet de la direction qu'on devrait prendre », dit John Manley

Histoire d'ondes

PIERRE PAGÉ
HISTOIRE DE LA RADIO AU QUÉBEC



PIERRE PAGÉ
Histoire de la radio au Québec

INFORMATION, ÉDUCATION, CULTURE

FIDES 70ans de bonnes lectures www.editionsfides.com

LES ACTUALITÉS

La traque aux pollueurs

Des ingénieurs de l'université York, à Toronto, ont mis au point un détecteur capable de localiser les sources de pollution avec une précision inégalée

PAULINE GRAVEL

À l'heure actuelle, les pays signataires du protocole de Kyoto doivent informer la communauté internationale de la quantité de leurs émissions de gaz à effet de serre sans qu'aucune mesure objective soit effectuée afin de valider leurs comptes rendus. Une équipe d'ingénieurs de l'université York, à Toronto, a toutefois mis au point un petit détecteur qui permettrait de localiser avec une précision inégalée les sources de pollution à la surface de la Terre et ainsi de quantifier les gaz polluants générés par chaque nation.

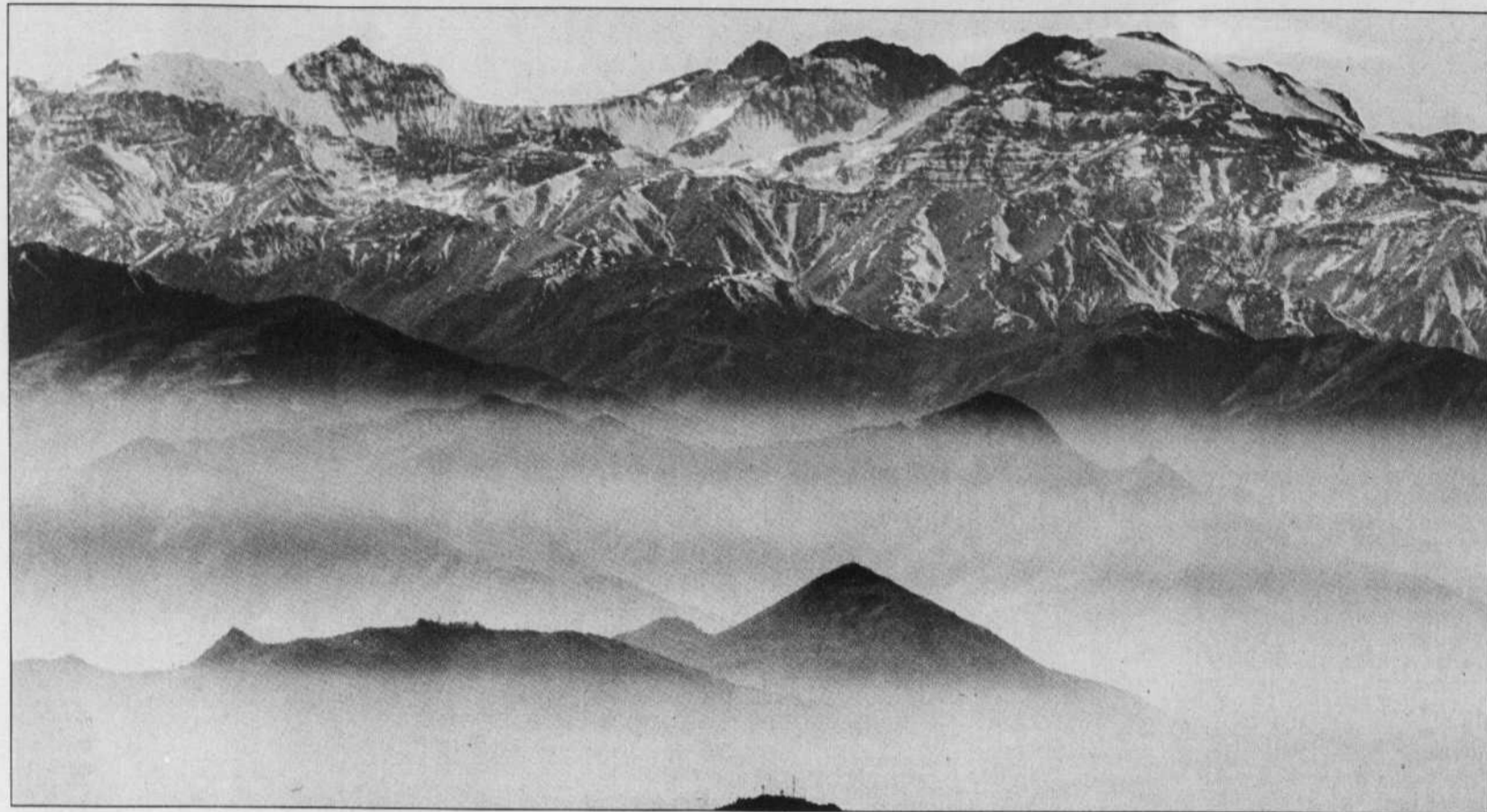
Le Canada accuse souvent les États-Unis de répandre des nuages de pollution sur son territoire. Mais il se plaint «peut-être à tort. Nous devons faire des mesures pour le savoir», tranche Brendan Quine, professeur au département Earth & Space Sciences & Engineering de l'université York et directeur de la conception du microspectromètre Argus, qui devrait permettre de répondre à la question que de nombreuses nations se posent: qui nous pollue?

La réponse à cette question est en effet lourde de conséquences, car en vertu du protocole de Kyoto, ceux qui génèrent trop de pollution doivent payer des taxes proportionnelles aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dépassant les limites permises par la convention.

Compte tenu de cet enjeu de taille, des mesures objectives et précises des émissions de gaz polluants sont plus que nécessaires. Or, à l'heure actuelle, chaque pays doit fournir en toute bonne foi une estimation de ses émissions de CO₂, qu'il dresse à partir des données fournies par les entreprises et les industries polluantes établies sur son territoire, rappelle M. Quine. «Tant qu'on ne mesurera pas la pollution émise à l'aide d'instruments scientifiques, on ne connaîtra pas la véritable quantité de gaz polluants émise. Et je doute fort que toutes les émissions de gaz polluants soient fidèlement rapportées en ce moment.»

Le dispositif conçu à l'université York, le microspectromètre Argus, mesure dans l'infrarouge la lumière solaire réfléchi par la surface terrestre. Ces données renseignent à propos de l'accumulation de divers gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Elles se présentent sous la forme d'un spectre au sein duquel chaque gaz indésirable, comme le CO₂ et le méthane, a une empreinte particulière.

La précision de ce nouvel appareil est dix fois plus élevée que celle offerte par d'autres instruments comparables actuellement disponibles, qui «ne permettent pas de localiser les pollueurs avec précision». Le microspectromètre Argus peut enregistrer à chaque seconde la quantité de gaz émise par chaque carré de surface



IVAN ALVARADO REUTERS

Le microspectromètre Argus permettra de détecter les panaches de gaz polluants et de déterminer la source de ces nuages de pollution.

terrestre mesurant un kilomètre de côté. Il permettra de détecter les panaches de gaz polluants et, «en suivant la direction des vents, il sera possible de déterminer la source de ces nuages de pollution», précise M. Quine.

Autres innovations de l'instrument: sa petite taille et son faible coût. «Les gens croient que les instruments qui vont dans l'espace sont volumineux et coûtent des millions de dollars. Argus ressemble plutôt à une boîte de trombones [80 mm X 50 mm X 40 mm], il ne pèse que 236 grammes et coûte environ 75 000 \$», souligne le chercheur, précisant qu'«il est très dispendieux d'envoyer quelque chose dans l'espace. Le coût dépend de la masse expédiée et atteint les 10 000 \$ par kilogramme». Ce faible coût permet d'entrevoir le lancement de centaines de ces dispositifs dans l'espace afin d'effectuer des mesures hebdomadaires, voire quotidiennes, de

toute la surface du globe, ce qui permettra de dresser des cartes de pollution, affirme Ben Quine.

«Comme notre instrument est petit et compact, il pourra être embarqué à bord de n'importe quel engin spatial sans l'encombrer. Nous proposerons de partager les données recueillies avec tous ceux qui accepteront d'embarquer notre instrument», indique l'ingénieur en sciences spatiales.

La résistance d'Argus a par ailleurs été éprouvée dans un laboratoire de l'université York, où on a soumis ce dispositif à d'intenses vibrations simulant le décollage d'une fusée ainsi qu'à de très basses températures, comparables à celles qui règnent dans l'espace.

Si tout se passe comme prévu, Argus devrait être propulsé dans l'espace en décembre prochain, où il sera installé à bord du microsatellite CanX-2, conçu et

construit à l'Université de Toronto. «Il s'agit d'un prototype destiné à démontrer les possibilités de cette technologie, qui pourra servir à établir une surveillance à l'échelle mondiale à peu de frais», souligne son concepteur. Si nous détectons depuis l'espace des épisodes polluants, nous préviendrons les intéressés, qui pourront remédier à ce problème à la source et ainsi réduire les taxes que leur pays aura à payer [dans le cadre du protocole de Kyoto].»

«Cette technologie permettra à la fois de favoriser de bons comportements écologiques et d'épingler les pollueurs peu scrupuleux qui, par exemple, laissent échapper des nuages de pollution au milieu de la nuit», précise le chercheur.

Le Devoir



Commission
scolaire
de Montréal

ILS IRONT LOIN.
NOUS AUSSI.

Portes ouvertes
et inscription
écoles secondaires
du 15 au 26 octobre

Boucar et Francis choisissent l'école publique.

Nouveauté cet automne !

Auparavant en mars, l'inscription au secondaire aura lieu du 15 au 26 octobre 2007.

L'événement « portes ouvertes » au secondaire se tiendra aussi du 15 au 26 octobre. Consultez notre site pour connaître la date et l'horaire de chaque école.

www.csdm.qc.ca/portesouvertes



POLITIQUE

Bijouterie
Gambard
630-A RUE CATHART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Crise forestière: Marois menace de faire tomber le gouvernement

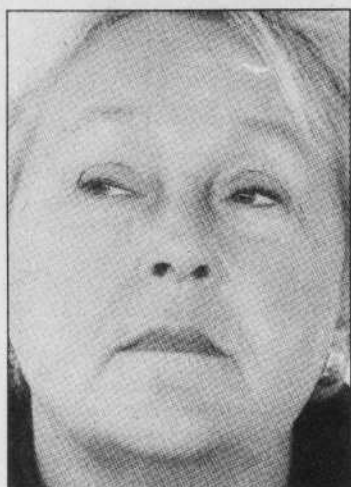
La chef du Parti québécois réclame une action plus énergique

La chef péquiste Pauline Marois croit que le gouvernement Charest a eu beau déposer quatre plans de sauvetage pour juguler la crise forestière, les résultats sont selon elle décevants. Avant le début de sa première session parlementaire comme chef, elle a voulu montrer que les régions lui tiennent à cœur. Et rappeler au gouvernement qu'il est minoritaire.

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Estimant que le gouvernement Charest a jusqu'à maintenant «failli à sa tâche» dans le dossier de la crise forestière, Pauline Marois est prête à faire en sorte qu'il tombe s'il n'en fait pas plus. «S'il [le gouvernement libéral minoritaire] n'accepte pas nos propositions, nous pourrions appuyer la tenue d'élections rapidement», a dit la chef péquiste en conférence de presse hier dans le hall du Parlement. A ses dires, son parti serait prêt à se lancer en campagne électorale «demain matin», bien qu'il serait encore mieux préparé à Noël ou au début de 2008. «Mais on ne pourra pas décider seuls de toute façon puisque les deux partis doivent être d'accord pour renverser le gouvernement actuel», a-t-elle précisé.

Or, selon Mme Marois, l'ADQ a récemment refusé de «faire front» avec le PQ pour hisser cette crise au rang de priorité de la session d'automne. Selon sa version, le leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, a indiqué que ce n'était pas la priorité de l'opposition officielle «à ce moment-ci». «Nous en sommes fort déçus parce que ça nous apparaissait être une autre façon de faire de la politique pour servir, d'abord et avant tout, les intérêts des travailleurs de nos régions», a-t-elle déclaré. À l'ADQ, on a réagi avec perplexité hier aux reproches de la chef péquiste en in-



Pauline Marois

diquant que le leader Proulx avait simplement refusé de transmettre le sujet de la motion de l'opposition mercredi.

Par ailleurs, selon Mme Marois, malgré «une multitude de plans» de redressement déposés par le gouvernement libéral, 10 543 emplois ont été perdus dans ce secteur et 156 entreprises ont fermé leurs portes. «Et ça concerne en plus des personnes qui ont des emplois indirects, ce qui veut dire qu'au total, ce n'est pas 10 000 emplois perdus mais plus de 20 000 emplois perdus.»

Mme Marois a rappelé qu'en mai, le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchard, s'était en-



gagé devant un parterre de gens des régions à ce que son ministère rapidement des consultations sur tous les projets de consolidation présentés par les gens concernés. «Je souhaite qu'au cours des huit prochains mois, nous ayons en moyenne une bonne nouvelle par semaine», avait-il déclaré. «Non seulement il n'y a pas une bonne nouvelle par semaine», a rétorqué la chef péquiste hier, mais en plus, les comités consultatifs régionaux qui devaient être mis sur pied «n'ont jamais vu le jour», a-t-elle déploré. Mme Marois reproche au gouvernement de profiter de la zizanie entre les «acteurs de milieu», chacun cherchant à sauvegarder son contrat d'approvisionnement forestier (CAAF) afin de sauver les emplois. «On désolidarise les régions, les municipalités, les MRC. C'est absolument inadmissible à mon point de vue», a-t-elle commenté.

Propositions

Ainsi, le PQ et Mme Marois réclament qu'on assure aux travailleurs qui ont perdu leur emploi «d'accès à un programme de formation et [...] une meilleure planification des programmes de formation en général pour cette industrie». Selon eux, les programmes d'aide devraient s'adresser non seulement aux travailleurs âgés mais aussi à l'ensemble des travailleurs afin d'assurer la relève. Pour ceux qui sont plus âgés, c'est le fédéral qui devrait intervenir en rétablissant

un programme qui a déjà existé. Le PQ souhaite que le gouvernement du Québec aide aussi l'industrie en mettant en œuvre un «processus dynamique de gestion qui entraîne une baisse du coût de la fibre et de ses composantes» tout en proposant qu'on instaure «une redevance spécifique pour le bois à pâte». Une charte de la construction devrait aussi être adoptée, laquelle imposerait «une proportion minimale de bois québécois dans nos constructions institutionnelles».

La crise est sans précédent en raison de la conjonction de plusieurs facteurs (dollar fort), mais d'autres provinces, notamment la Colombie-Britannique et l'Ontario, ont mieux prévu le coup que le Québec, a souligné Mme Marois. Ces provinces avaient adopté des mesures apparentées à celles proposées par le PQ et, «dans les faits, les résultats sont meilleurs que chez nous», a-t-elle dit.

La chef du PQ aura une meilleure idée des intentions du gouvernement d'ici quelques semaines puisque le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchard, est censé déposer bientôt un projet de réforme du régime forestier. Le projet de loi, toujours en gestation, comportera 11 pistes de «simplification administrative» visant à réduire les coûts d'exploitation des entreprises.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Marguerite Blais s'excuse d'avoir offensé un porte-parole des aînés

Elle a accusé Bertrand Voyer de «chialer»

RÉMI NADEAU

Québec — La ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, a dû présenter des excuses après avoir commis un impair dans le cadre des consultations sur les conditions de vie des aînés, à Rimouski.

En marge de la consultation, mercredi, elle a interrompu de façon cavalière une entrevue qu'accordait le président de la Table des aînés du Bas-Saint-Laurent, Bertrand Voyer, à un journaliste de la station de radio FM 93.

«Es-tu en train de chialer contre nous autres?», a brusquement dit la ministre, qui reprochait à M. Voyer d'avoir déclaré, lors des audiences publiques, que le processus de consultations était inutile.

«Il dit qu'on fait des consultations et que ça ne donne rien alors que ça vient de donner 1,1 milliard, et M. Voyer, lui, il chiale», a-t-elle poursuivi, à la surprise du principal intéressé.

Puis, à l'intention de tous les aînés, Mme Blais a dit: «Prenez la marche en faveur des aînés, mais ne prenez pas toute la place», sans préciser le fond de sa pensée.

Lors d'un entretien téléphonique avec la Presse canadienne, hier, M. Voyer s'est dit surpris des proportions que prenait l'affaire dans les médias, mais il a jugé que la ministre avait commis une bourde.

«C'est sûr que ce qu'elle a fait, c'est un impair qu'elle n'aurait pas dû faire», a-t-il confié.

«Mais je ne crois pas qu'elle voulait me faire taire. De toute façon, elle sait qu'elle ne pourrait pas réussir», a précisé celui dont le rôle au sein du Conseil des aînés a fait en sorte que son chemin a croisé celui de la ministre par le passé, alors que Mme Blais était présidente du Conseil de la famille.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Marguerite Blais

«Je ne me suis pas senti humilié, mais je me suis demandé pourquoi elle faisait ça, alors que j'étais en entrevue», a-t-il indiqué, visiblement perplexe, mettant sur le compte de l'inexpérience le comportement surprenant de la ministre.

M. Voyer a précisé que Marguerite Blais l'avait appelé chez lui le lendemain, alors qu'il était absent, pour lui présenter ses excuses.

La ministre, qui était à Gatineau hier pour la suite de la consultation sur les conditions de vie des aînés, a aussi exprimé ses regrets lorsque les médias sur place l'ont interrogée.

«M. Voyer est un partenaire important. Je reconnais le travail bénévole qu'il fait, et si je l'ai blessé, j'en suis tout à fait désolée», a-t-elle déclaré.

En interrompant l'entrevue qu'accordait Bertrand Voyer à un reporter du FM 93 de Rimouski, mercredi, la ministre a profité de l'occasion pour annoncer que le budget de fonctionnement annuel des tables régionales des aînés passerait de 26 300 \$ à 40 000 \$.

La Presse canadienne

New York veut encore plus d'électricité du Québec, selon Jean Charest

JOCELYNE RICHER

New York — L'État de New York veut accroître ses importations d'électricité en provenance du Québec.

Voilà l'assurance obtenue par le premier ministre Jean Charest hier au terme d'un entretien avec le gouverneur de cet État, Eliot Spitzer, qui s'est dit impressionné par «l'énorme potentiel» du Québec sur le plan énergétique, un atout dont il aimerait dorénavant tirer parti encore plus que par le passé, compte tenu des besoins sans cesse croissants.

Le gouverneur aurait assuré le premier ministre qu'il avait demandé à son personnel «de se mettre rapidement au travail» et de développer une «stratégie vigoureuse» pour examiner les possibilités d'achat d'énergie du Québec, a rapporté M. Charest lors d'un bref entretien téléphonique en marge de la rencontre.

M. Charest s'est dit impressionné par sa première rencontre avec le

gouverneur, qui n'est en poste que depuis quelques mois mais «qui est très bien informé des dossiers».

Les deux hommes ont promis de se revoir et de faire le point en mai prochain à l'occasion du quatrième sommet Québec-New York, qui aura lieu à Québec, dans le cadre des festivités entourant le 400^e anniversaire de la ville. Les trois premiers sommets avaient eu lieu en 2002, 2004 et 2005.

Même si plusieurs autres sujets étaient à l'ordre du jour (lutte contre les changements climatiques, sécurité, passeport aux frontières, entraves au commerce ou à la mobilité de la main-d'œuvre), il reste que l'énergie constituait l'enjeu principal de la visite éclair du premier ministre, sa quatrième visite officielle à New York depuis 2003.

Le but de ce voyage n'était pas de signer des ententes mais bien d'entretenir et de donner un nouvel élan à la relation Québec-New York sur le plan économique.

Un des principaux partenaires commerciaux du Québec, l'État de New York entretient avec son voisin du Nord des échanges qui ont atteint une valeur de plus de dix milliards de dollars l'an dernier.

Le Québec a vendu pour 300 millions de dollars d'électricité à New York l'an dernier, soit le tiers des exportations totales d'Hydro-Québec.

Avant de s'entretenir avec le gouverneur Spitzer, M. Charest

avait pris la parole devant un parterre de 400 gens d'affaires et de personnalités, dont le président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal.

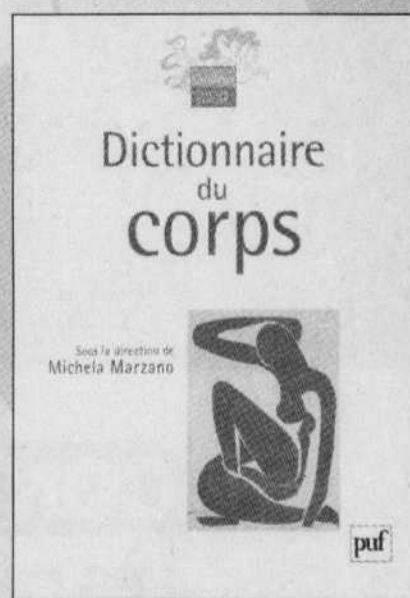
«Nous voulons vendre de l'énergie propre et renouvelable à nos voisins américains», a-t-il d'emblée affirmé dans son allocution d'une vingtaine de minutes axée sur la croissance économique, notamment assurée par la vente d'énergie.

Presse canadienne

Michela Marzano Dictionnaire du corps

«Un ouvrage de référence passionnant.»
Patrick-Guy Desjardins, Ici

Un ouvrage accessible et pluridisciplinaire pour comprendre que tout ce qui est humain touche le corps, voire ne peut s'exprimer que par lui — amour, violence, beauté, souffrance, art, sexualité...

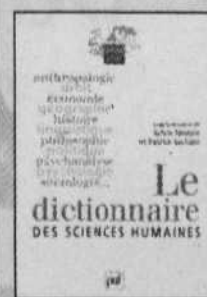


1052 pages • 54,95 \$

Quadrige DICOS POCHE
LA COLLECTION RÉFÉRENCE



Le savoir encyclopédique et l'érudition enfin à la portée de tous!



Plus de 50 titres parus.

puf

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Montréal
514.845.5545
POUR VOUS TIRER D'EMBARRAS

AU FIL DES IDÉES
Michel DAVID
AU FIL DES IDÉES
Français langue d'enseignement
• Présecondaire
Formation générale des adultes
LIDEC inc.
514-843-5991
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Obi par Visu
2195\$*
Érable teinté
*76", aussi disponible en 93"
Jusqu'au 30 octobre 2007
Fontaine Meubles Décor
9780, Sherbrooke Est, Montréal
514 352-3913
www.meublesfontaine.com

LES ACTUALITÉS

Avec les mots d'ados

La Journée des maisons de jeunes fête son dixième anniversaire

LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY

Les jeunes de 12 à 18 ans y flânent, y jasant et y refont le monde sous la férule discrète d'animateurs, qui forment en quelque sorte l'âme de ces lieux de passage. Mais la population, elle, ignore souvent quels rêves naissent dans ces intrigantes maisons de jeunes. Qu'à cela ne tienne, aujourd'hui, ce sera porte ouverte sur ces joyeux lieux de ralliement, question de célébrer avec faste le 10^e anniversaire de la Journée des maisons de jeunes.

Pour l'occasion, des jeunes d'un peu partout au Québec ont accepté de mettre leur âme à nu. Comment? En fabriquant une longue chaîne de drapeaux inspirés des drapeaux de prière tibétains, sur lesquels ils ont inscrits un mot. Un seul, celui qui, à leurs yeux, les représente le mieux.

Le résultat est étonnant, croit Céline Morin, qui coordonne le Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ). «La plupart des mots sont optimistes, comme "impliqué", "fringant", alors que d'autres sont plus inquiets, comme "préoccupé", "insécure". Certains reviennent souvent, comme "coloré", mais d'autres nous surprennent par leur inventivité, comme "tutti frutti". On trouve même un mot inventé, "énergiable", qui fait la contraction entre sociable et énergique.»

Ladite banderole sera dévoilée ce soir au Bain Mathieu, rue Ontario Est, à Montréal, à l'occasion d'un gala organisé spécialement



136 maisons de jeunes font partie du regroupement québécois.

pour l'occasion. «Ce sera pour nous l'occasion de souligner les bons coups des jeunes et de leur tendre le micro.» Une fois n'est pas coutume, croit la coordonnatrice, qui estime que le Québec passe complètement à côté de ses jeunes. «On ne parle jamais

d'eux et on ne les entend pas, sauf quand il s'agit des délinquants.»

Cette prise de parole se fera tout le long de la journée dans chacune des 136 maisons qui font partie du regroupement. Les animateurs seront là pour épauler discrètement les jeunes, mais ils promettent de

rester à l'arrière-plan. «C'est leur journée!», fait valoir Mme Morin.

Tout cela n'empêchera pas le regroupement de continuer à défendre la nécessité d'un rehaussement de ses budgets, qui sont déficitaires depuis longtemps. «Il faut 85 000 \$ pour faire fonctionner une

maison de jeunes pendant un an. Présentement, on reçoit en moyenne 55 000 \$, ce qui nous force à réduire le nombre d'activités. Cela occasionne aussi un important roulement de personnel», conclut Mme Morin.

Le Devoir

EN BREF

Vision Montréal fait signer une pétition

Au lendemain de la démission du maire de l'arrondissement d'Outremont, Stéphane Harbour, le parti d'opposition Vision Montréal a lancé hier une pétition pour exiger cette fois la démission des quatre conseillers qui demeurent en poste. Ces derniers ne sont pas blâmés dans le rapport de la firme Fasken Martineau, déposé mardi et qui a entraîné le départ de M. Harbour. Toutefois, l'opposition estime que ces conseillers (qui appartenaient au même parti que le maire) ont fait preuve de laxisme et d'un manque de vigilance en ne remarquant pas les pratiques douteuses de M. Harbour et de deux de ses collaborateurs. Vision Montréal demande donc qu'ils remettent leurs postes en jeu lors de l'élection qui sera organisée d'ici février. La pétition se trouve au www.visionmtl.com. — Le Devoir

Cimetière : l'offre est rejetée

Les quelque 130 employés syndiqués du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, à Montréal, ont rejeté massivement hier la dernière offre contractuelle, laquelle avait été qualifiée de finale par la partie patronale. C'est dans une proportion de 94,5 % que les travailleurs ont refusé la proposition, sur la recommandation de leur syndicat. Le conflit perdure depuis le 16 mai dernier, alors que la direction du cimetière avait décrété un lock-out. En vertu d'un protocole de retour au travail, à la mi-septembre, les employés ont repris le travail, mais ils tiennent une journée de grève chaque vendredi. Ce moyen de pression se poursuivra. Entre-temps, les représentants syndicaux entreront en contact avec le conciliateur pour lui faire connaître la décision des travailleurs. La bonification du régime de retraite représente le principal point en litige. La convention collective est échue depuis décembre 2003. — La Presse canadienne

Marois réclame une hybride

La chef du Parti québécois Pauline Marois roulera en voiture hybride avec chauffeur. Même si, le 26 mars, le PQ a été rétrogradé au rang de troisième parti, son chef, qui porte le titre de «chef du deuxième groupe d'opposition», a droit à une voiture de fonction. Mme Marois a obtenu une voiture le 3 octobre, dès que le Directeur général des élections a certifié sa victoire dans Charlevoix, mais ce n'est pas une hybride. Elle a réclamé, comme les règles en vigueur le lui permettent, qu'on lui fournisse une hybride, ce qui devrait être fait sous peu, a-t-on appris. La voiture personnelle de Mme Marois est de ce type, selon ce que son entourage a fait savoir hier au Devoir. Au gouvernement, au moins une ministre, Line Beauchamp (Environnement), a choisi cette voiture à la fois électrique et conventionnelle. — Le Devoir

CUSM: une autre étape est franchie

Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) vient de franchir la première étape du processus de partenariat public-privé pour la conception, la construction, le financement et l'entretien du futur complexe Glen. Les candidatures de deux consortiums ont été retenues. Le Groupe immobilier santé McGill est composé de 13 compagnies, dont sept québécoises (SNC-Lavalin et Pomerleau inc., par exemple). L'autre consortium, appelé Partenariat CUSM, est formé de huit entreprises, dont trois proviennent du Québec (Genivar, Groupe Decarel et Groupe Arcorp, architectes, SENC). Les deux consortiums sélectionnés seront appelés à déposer une proposition en PPP pour ériger l'hôpital universitaire de 1,6 milliard de dollars. Au moment de mettre sous presse, les candidats pour le CHUM n'étaient pas encore connus. — Le Devoir

Harper refuse d'intervenir

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper refuse de demander plus de transparence à l'enquête menée par le juge Iacobucci. Le juge se penche sur le sort qui a été réservé à trois Canadiens d'origine arabe qui, tout comme Maher Arar, ont été emprisonnés et torturés dans des prisons syriennes et égyptiennes. Les trois hommes, Ahmad El Maati, Muayyed Nuredin et Abdullah Almalki, se plaignent du secret dans lequel est menée cette enquête. Un groupe de sept intervenants a fait la même plainte en début de semaine. — La Presse canadienne

« J'veux pas que ça arrête... »



CONTINUEZ LA BELLE VIE

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF DU QUÉBEC

BONI
DE
1%la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Taux avantageux garantis pour 10 ans.
- + Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ANNÉE	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
TAUX	3,85	4,05	4,15	4,25	4,35	4,45	4,55	4,65	4,90	5,00
	4,85*									

* Incluant le boni de 1% la première année pour les nouveaux fonds REER. Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBECVOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100%1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.caÉpargne
Placements
Québec

LES ACTUALITÉS

Québec solidaire relance la campagne pour la proportionnelle

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

L'échec du référendum sur la réforme du mode de scrutin en Ontario n'inquiète pas outre mesure Françoise David: la porte-parole de Québec solidaire (QS) estime au contraire que cela prouve la nécessité d'expliquer de quoi retourne une proportionnelle.

«Le résultat désastreux du référendum en Ontario montre qu'on ne peut pas faire l'économie d'un exercice pédagogique complet», a-t-elle dit hier en marge d'une activité organisée par le Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN). Le jeune parti politique et le Mouvement faisaient signer une pétition en faveur de la réforme du mode de scrutin, à Montréal comme dans cinq autres villes au Québec.

Québec solidaire a obtenu un peu plus de 4 % des voix aux dernières élections. En incluant les votes accordés au Parti vert, ce sont près de 300 000 Québécois qui ont voté pour deux formations qui ne comptent aucun député.

«Ce qui s'est passé en Ontario cette semaine me décevrait si je ne sa-

vais pas qu'une semaine avant le scrutin, la moitié de la population n'était pas au courant de ce référendum [tenu simultanément à l'élection générale], explique Mme David. Dans les circonstances, c'est presque miraculeux de voir que près du tiers des gens ont voté en faveur [du système de représentation proportionnelle mixte].»

Ce qui lui fait dire que le gouvernement Charest doit «sortir la réforme du mode de scrutin des oubliettes et en expliquer les bienfaits». Car, selon Françoise David, quand les électeurs savent ce qu'est la proportionnelle, ils y sont favorables. «Nous n'avons pas de refus, mais plusieurs n'ont jamais entendu parler de la réforme. Lorsqu'on leur en explique les détails, ils comprennent et se disent généralement que, oui, ce serait bien d'avoir plus de points de vue exprimés à Québec et de cesser de perdre des votes.»

Une commission parlementaire s'est penchée sur la question en 2006. Le Directeur général des élections étudie actuellement la question et devrait déposer un rapport en décembre. Mme David dit souhaiter que le premier ministre



JACQUES GRENIER/LE DEVOIR
Françoise David au moment d'exercer son droit de vote lors des dernières élections québécoises.

Jean Charest y donne suite rapidement et demande dans l'intervalle à Pauline Marois et Mario Dumont — le scrutin proportionnel fait par-

tie du programme de l'ADQ — de prendre position.

Le Devoir

Les Premières Nations demandent l'aide de l'UNESCO

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) a demandé hier à ce que le ministre fédéral des Affaires indiennes soit «mis sous surveillance externe» d'organismes internationaux.

«Le manque d'action des gouvernements est à la limite du scandaleux», estime le chef de l'APNQL, Ghislain Picard. «Entre les discours politiques et ce qui se passe sur le terrain, l'écart est énorme. Il y a urgence de changer la situation et d'amener le gouvernement fédéral à prendre ses responsabilités.»

À quelques jours du discours du Trône, M. Picard a donc dévoilé la nouvelle stratégie devant permettre aux Premières Nations de mieux se faire entendre et de se faire respecter: l'intervention de l'UNESCO ou d'autres organismes sensibles à la question des droits de la personne pour appuyer les autochtones dans leurs négociations avec le gouvernement fédéral.

L'APNQL estime qu'un regard extérieur pourrait «obliger le Canada à faire respecter les droits reconnus par la Déclaration des droits

des peuples autochtones de l'ONU [convention que le Canada n'a pas signée] et faire avancer plus rapidement un dossier qui «piétine malgré les promesses».

«Je pense que nous avons été trop patients, dit M. Picard. Mais notre tolérance tend à s'user. [...] S'il ne veut pas subir une condamnation sévère de la part des organismes internationaux, le gouvernement fédéral devra changer radicalement sa façon de faire.»

En ce qui concerne le discours du Trône, mardi, Ghislain Picard attend du gouvernement Harper qu'il «accorde autant d'importance aux questions qui nous préoccupent qu'à une question comme l'environnement, par exemple».

L'APNQL cible trois dossiers prioritaires: l'éducation, le logement et la protection de la jeunesse. Elle rappelle ainsi hier le manque total de financement des écoles des communautés, la crise du logement, qui laisse plus de 13 % du parc immobilier des Premières Nations dans un état d'insalubrité, la surpopulation de ces mêmes logements et le nombre élevé d'enfants qui doivent être placés à la Protection de la jeunesse.

Le Devoir



Ghislain Picard

À Dakar, on s'accommode bien de Dieu et d'Allah

STÉPHANE BAILLARGEON

Le Sénégal compte 95 % de musulmans et quelques chrétiens. L'université Cheikh Anta Diop, à Dakar, rassemble 55 000 étudiants de 44 nationalités. Histoire de plaire à tout le monde, l'établissement a décidé de s'accommoder de toutes les fêtes du calendrier, qu'elles soient d'Allah ou de Dieu, et les deux sont grands.

«Chez nous, tout est prétexte à congé», a expliqué le recteur Abdou Salam Sall. Nous avons conservé les fêtes chrétiennes, ajouté les fêtes musulmanes, et nous étudions maintenant la possibilité d'incorporer les fêtes juives. Notre rapport au temps et au travail pose beaucoup de problèmes. Nous n'avons pas d'argent mais nous savons bien vivre.»

Cet étonnant exemple de générosité institutionnelle à l'afrique a été servi hier après-midi devant Gérard Bouchard et Charles Taylor, coprésidents de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Les deux universitaires québécois réputés étaient dans leur milieu, devant une vingtaine de recteurs de grandes universités du monde réunis au pavillon central de l'Université de Montréal.

Après la présentation du recteur Abdou Salam Sall, M. Bou-

chard a expliqué que deux chercheurs de la commission étudient actuellement la gestion de la diversité en Occident. «Il aurait aussi été très utile d'étudier des pays non occidentaux», a-t-il ajouté. Nous aurions beaucoup à apprendre de certains pays africains ou de certains pays en Orient.»

La rencontre, ouverte au public mais très peu courue, se déroulait dans le cadre de la journée inaugurale du Forum international des universités publiques (FIUP), un nouveau regroupement universitaire formé de 21 établissements provenant de quatre continents. Les recteurs de ces grandes universités (Fribourg, Buenos Aires, Bruxelles, Paris, Pékin, Bologne, etc.) ont signé hier soir un protocole de création encourageant la collaboration en matière de formation, d'enseignement et de recherche.

La fondation de la FIUP répond à la mondialisation du secteur universitaire. Selon des données de l'UNESCO, le nombre d'étudiants qui choisissent de poursuivre leur formation à l'étranger a augmenté de 41 % entre 1999 et 2004. On en compte environ 2,5 millions à travers le monde de nos jours. À l'UdeM, le nombre d'étudiants étrangers est passé de 3515 à 5248 entre 2000 et 2006 et la moitié des professeurs à temps plein ont obtenu leur doctorat à l'étranger du Québec.

Mai 68, encore et toujours

«Les universités sont aux premières lignes en matière d'intégration», a résumé le recteur Luc Vinet, de l'UdeM. Ici comme ailleurs, des institutions font par exemple face à des demandes d'étudiants qui veulent obtenir des locaux de prière. «Au milieu des années 80, nous avons construit une mosquée au milieu des résidences étudiantes, a encore confié le recteur de l'université sénégalaise. Elle est maintenant dirigée par des intégristes. Il y a des bagarres. Mais globalement, l'Africain de l'Ouest est un non-violent. C'est surtout la pauvreté qui tarabuste nos institutions.»

L'université Cheikh Anta Diop est par ailleurs minée par les grèves. «Nous en avons beaucoup trop. Depuis Mai 68, chaque année, c'est 1968. La France nous a rendu un très mauvais service de ce point de vue.»

Les autres recteurs ont préféré parler de diversité linguistique. Mar Campins Eritja, vice-rectrice de l'Université de Barcelone, a rappelé que le bilinguisme (cata-

lan-castillan) s'impose dans son institution. «Le professeur décide quelle langue il utilise pour son cours. Les étudiants peuvent aussi utiliser la langue de leur choix dans leurs communications. Pour la recherche, par contre, le catalan n'a aucun poids.»

À l'université Charles de Prague, fondée au XIV^e siècle, longtemps incorporée à l'empire austro-hongrois et donc bilingue allemand-tchèque, l'anglais s'impose de plus en plus comme lingua franca. En médecine, par exemple, la formation peut se faire en anglais seulement pendant les six ans du programme.

Là encore, le recteur Sall a permis de relativiser le problème en rappelant la situation des langues de son pays. «Je vous parle dans une langue qui n'est pas ma langue maternelle, a-t-il terminé en français. En Afrique, nous nous demandons comment sauver nos langues maternelles, qui ne sont pas présentes sur Internet, dans les médias, au cinéma...»

Le Devoir

EN BREF

Thomas Mulcair a été assermenté

Ottawa — Le néo-démocrate Thomas Mulcair a été assermenté hier, à Ottawa, comme nouveau député fédéral de la circonscription d'Outremont. M. Mulcair a été élu le 17 septembre dernier, lors d'une élection complémentaire dans ce comté montréalais, devenu vacant à la suite du départ du

député libéral Jean Lapierre. Thomas Mulcair estime que sa victoire dans Outremont prouve que les Québécois partagent les valeurs néo-démocrates. Selon lui, le NPD est le seul parti à avoir des positions crédibles en matière d'environnement et de défense, particulièrement dans le dossier de l'Afghanistan. M. Mulcair était accompagné de son chef Jack Layton lors de son assermentation. — La Presse canadienne

Marie-Paule DESJARDINS

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DES FEMMES CÉLÈBRES ET REMARQUABLES DE NOTRE HISTOIRE

608 pages — 40 \$
ISBN 978-2-7601-6946-3

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

POUR QU'ON SE SOUVIENNE D'ELLES.

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Claude MÉLANÇON

CHARMANTS VOISINS

Un classique de l'ornithologie québécoise en réédition illustrée

288 pages — 12,95 \$
ISBN 978-2-7601-6894-7

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

CONCOURS

TUNISIE

MAGIQUE

Félicitations à notre gagnante
Madame De Lorimier de Laval

VINS ET FROMAGES AU PROFIT DU CENTRE ST-PIERRE

Conférence de Lawrence Poole

4,5 milliards d'années de succès :
Comment les lois de la jungle s'appliquent au leadership dans les organisations

Mardi 16 octobre 2007, 18h00
1212 rue Panet à Montréal

Réservez votre place : 514 524-3561 poste 284
ou jturgeon@centrestpierre.org
Coût : 50\$

Activité sous le patronage de
Claude Béland et Michel Maletto

HUCKE
BERLIN

ALAIN GIROUX
HÔTEL REINE ÉLIZABETH
800, René-Lévesque Ouest
Montréal (514) 631-3133

AUSSI DISPONIBLE :
Rabe
Gerry Weber
Laura Lebek
Gelco

EN KIOSQUE MAINTENANT

DOSSIER
Accommodements raisonnables

POLITIQUE
Entrevue avec Jean Charest

INDE
La fin des filles

Gazette
DES FEMMES

Droit à l'égalité entre les femmes et les hommes.

À lire
Un dossier spécial sur l'avis du Conseil du statut de la femme concernant les accommodements raisonnables.

Abonnez-vous
Recevez 16 numéros de la Gazette des femmes pendant 3 ans pour seulement 22,50 \$ et un agenda personnel électronique en cadeau !

1 800 665-5372

www.gazettedesfemmes.com

Plan québécois des infrastructures

Le Québec s'engage dans l'un des plus vastes chantiers économiques de son histoire :

- D'ici 15 ans, nos hôpitaux seront parmi les plus modernes au monde, nos routes en aussi bonne condition que celles de nos voisins, nos réseaux d'égouts et d'aqueducs en mesure de soutenir davantage de développement et nos écoles plus accueillantes et favorisant la réussite scolaire.
- Un plan de 30 milliards de dollars qui fera travailler 66 000 Québécois dans toutes les régions du Québec.
- Un projet de loi qui garantira l'entretien et le développement de nos infrastructures.

DES
FONDATAIONS
POUR **RÉUSSIR**



Québec 

CULTURE



Le Musée des beaux-arts de Montréal a lancé hier son plus récent projet d'agrandissement, qui prévoit la construction d'un nouveau pavillon et la conversion en salle de concert de l'église Erskine & American, située tout à côté de son plus ancien pavillon.

Le Musée des beaux-arts de Montréal inaugurerait un nouveau pavillon en 2010

PAUL CAUCHON

Un nouveau pavillon du Musée des beaux-arts de Montréal verra le jour dans deux ans, grâce à l'apport des gouvernements canadien et québécois, mais aussi du secteur privé, dont un don de la famille Bourgie.

L'implication financière de cette famille de mécènes, qui s'était d'abord fait connaître dans les services funéraires, est d'une telle importance que le nouveau pavillon portera le nom de « Claire et Marc Bourgie ».

Le musée réalise donc le projet sur lequel il travaillait depuis des années, qui consiste à devenir propriétaire de l'église Erskine & American, située tout à côté de son plus ancien pavillon, rue Sherbrooke Ouest, versant nord.

Le projet d'agrandissement s'élève à 40 millions de dollars. Ottawa et Québec contribuent chacun 13 millions, pour un total de 26 millions, et le musée a rassemblé 14 millions du secteur privé. En

fait, 12 millions sont confirmés et il reste encore deux millions à trouver, mais, selon le président du conseil du musée, Bernard Lamarre, « c'est à peu près conclu et je sais où aller les chercher ».

Ni la famille Bourgie ni le musée n'ont voulu révéler le montant versé par la famille, qui s'élève vraisemblablement à plusieurs millions.

L'annonce d'hier a été faite par le ministre des Travaux publics du Canada, Michael Fortier, le ministre de la Culture et des Communications du Québec, Christine St-Pierre, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, et le député provincial du comté, Jacques Chagnon, en plus de M. Lamarre.

Les travaux doivent commencer début 2008, et le pavillon Bourgie devrait ouvrir ses portes en 2010, à temps pour le 150^e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal.

L'art canadien et québécois

Le nouveau pavillon sera entièrement consacré à l'art canadien et

québécois, « de la Nouvelle-France au Refus global », selon une porte-parole du musée. Il permettra de doubler la surface actuelle consacrée à l'art canadien. « On trouve actuellement dans les coffres du musée des œuvres formidables », explique Michael Fortier, du *Groupe des Sept*, de *Riopelle*, de *Borduas*, de *Pellan*, et c'était presque un crime culturel de ne pas les exposer ».

Le manque de place au musée devenait de plus en plus criant ces dernières années. Le projet de 40 millions permet donc au musée d'acquiescer l'église Erskine & American, une œuvre d'art en soi, qui date de 1894 et dont les vitraux Tiffany sont uniques au monde. L'entrée de l'église servirait pour les expositions temporaires et les concerts; derrière, on construirait un nouvel édifice de cinq étages, avec un corridor souterrain le reliant au pavillon voisin.

L'Office de consultation de Montréal avait recommandé cet été d'apporter quelques modifications au concept architectural rete-

nu, pour mieux l'harmoniser avec l'église. Hier, Bernard Lamarre affirmait en avoir tenu compte, en diminuant légèrement la hauteur du nouveau pavillon.

Nouveauté importante: l'accès à ce nouveau pavillon sera gratuit.

Le projet est financé grâce au ministère de la Culture et des Communications du Québec et au programme d'infrastructures du gouvernement canadien, mais il est clair que l'implication du secteur privé était essentielle. « La condition principale », explique Bernard Lamarre, « c'était que le coût de fonctionnement du nouveau pavillon soit pris en charge par le privé ».

Le Musée des beaux-arts a donc créé un fonds de financement de 14 millions, dont les revenus permettront d'assumer en totalité les coûts de fonctionnement du pavillon.

Le ministre Fortier a d'ailleurs encouragé « d'autres familles à suivre le leadership de la famille Bourgie ».

Le Devoir

Nouveau programme de bourses au CALQ pour les artistes issus de l'immigration

Le gouvernement québécois a annoncé hier la création d'un nouveau programme de bourses pour les artistes issus de l'immigration, un programme mis en place avec neuf partenaires gouvernementaux et privés.

Vivacité Montréal, c'est le nom du programme, contribuera à soutenir les artistes et les écrivains de

moins de 35 ans issus de l'immigration, qui œuvrent dans les domaines des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts multidisciplinaires, des arts visuels, de la chanson, de la danse, de la littérature, des métiers d'art, de la musique, du théâtre et de la recherche architecturale.

Le programme permettra d'attribuer plus de 480 000 \$ en bourses

pour les trois prochaines années. Le Conseil des arts et des lettres contribue pour 150 000 \$, le Conseil des arts du Canada, pour 150 000 \$ et la Conférence régionale des élus de Montréal, pour 120 000 \$. Contribuent également le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, la Fondation du Grand Montréal, le Forum Jeunesse de

l'île de Montréal, la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse et le Conseil des arts de Montréal.

La date limite pour déposer une demande est le 30 novembre prochain, et c'est le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) qui gère le programme.

Le Devoir

EN BREF

Du nouveau chez Téléfilm

Patrimoine Canada a annoncé hier la nomination de Michel Roy à titre de président du conseil d'administration de Téléfilm Canada. Michel Roy a œuvré en production télévisuelle dans les années 1960 et monté plus de soixante émissions pour la Société Radio-Canada. Il a ensuite fait carrière dans la fonction publique québécoise, occupant notamment les postes de sous-ministre du Tourisme (1989 à 1991), de sous-ministre des Communications (1991 à 1994) et de délégué du Québec à Chicago (1994 à 1996). En tant que sous-ministre des Communications, il a dirigé bon nombre d'équipes et conseillé le ministre en ce qui concerne la gestion de Télé-Québec, de la Régie des télécommunications et de la Commission d'accès à l'information. Récemment, il a produit deux albums de musique jazz. Il se consacre aujourd'hui à l'écriture. — *Le Devoir*

Mort de l'architecte Kisho Kurokawa

Tokyo — L'architecte japonais Kisho Kurokawa, qui avait notamment conçu l'aéroport international de Kuala Lumpur, est mort jeudi à Tokyo à l'âge de 73 ans, a-t-on appris hier de source hospitalière. Kurokawa, dont les réalisations mariaient la tradition asiatique et les éléments naturels aux designs les plus futuristes, avait également dessiné le

National Art Center de Tokyo, le plus grand musée du Japon, qui a ouvert cette année, et la nouvelle aile du Musée Van Gogh d'Amsterdam. Né à Nagoya en 1934, Kurokawa était un des fondateurs du « métabolisme », un mouvement architectural des années 60 qui imaginait la « ville du futur ». L'architecte nippon avait notamment imaginé une « ville en hélice » s'étendant en spirale, à la fois horizontalement et verticalement. À la fin des années 90, Kurokawa a également dessiné le plan général d'Astana, la nouvelle capitale du Kazakhstan. — *AFP*



Pauline SAMSON HINDSON
Éveil aux mathématiques chez les petits

Version anglaise aussi offerte

192 pages - 11,75 \$
ISBN 978-2-7601-0953-7

GUÉRIN, éditeur liée
514-842-3481

Contient plus de 175 exercices divertissants. (Collection Éveil)

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

PHASE 2 EN VENTE
PHASE 1 > 80% VENDU

SAISISSEZ LES JUMELLES

LE VISTAL 2 > LA PHASE ULTIME
À LA FINE POINTE DE L'ÎLE-DES-SŒURS

ÉCO-COMMUNAUTÉ* > 35% D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

VISITES 1/ M/M/V. 11 H - 19 H S/D. 11 H - 17 H | (514) 702-3450 | VISTALCENDEX.COM

Les alphabets non occidentaux enfin officiels sur le Net

LAURENCE BENHAMOU

New York — Les noms de sites Internet pourront enfin être rédigés intégralement dans onze alphabets non occidentaux, allant de l'hindi au chinois, l'organisme américain qui gère le secteur les ayant enfin reconnus, comme le réclamaient depuis des années de très nombreux pays.

Lundi, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), basé en Californie, qui gère les adresses Internet mondiales en partenariat avec des homologues d'autres pays, va tester mondialement les noms de domaines en onze alphabets: arabe, persan, chinois simplifié et traditionnel, russe, hindi, grec, coréen, hébreu, japonais et tamoul.

Les centaines de millions d'internautes qui les utilisent pourront tester sur le site de l'ICANN des adresses dans ces caractères afin de vérifier qu'elles fonctionnent.

Jusqu'ici, l'ICANN n'acceptait les caractères non occidentaux que pour la première partie des adresses de sites.

La dernière partie, appelée « nom de domaine » — .com pour les sites commerciaux ou .cn pour les sites chinois, par exemple — devait être rédigée en caractères latins (A à Z), ceux de la norme américaine ASCII datant des années 60.

On pouvait par exemple utiliser les caractères cyrilliques pour le début du nom d'un site mais le .com devait passer en caractères latins. Pour l'arabe, la première partie se tapait de droite à gauche, puis de gauche à droite pour le nom de domaine.

Avec cette réforme, le nom du site pourra être entièrement en caractères non latins.

« Ce sera un des plus grands changements d'Internet depuis sa création », a commenté le président de l'ICANN, Paul Twomey, sur le site

de l'organisation. Selon l'ICANN, les alphabets choisis sont ceux des communautés qui ont montré le plus d'intérêt pour cette réforme.

Entre difficultés techniques et problèmes politiques pour coordonner de multiples pays, il aura fallu sept ans à l'ICANN pour appliquer sa décision de rendre les noms de domaines internationaux, votée en 2000. L'intégration des alphabets multiples dans le début des noms de site date de 2003.

Entre-temps, lassés d'attendre, une douzaine de pays comme la Chine, la Russie ou la Corée ont eux-mêmes créé des adresses en alphabet local, aussi pour éviter la maïmisme de l'ICANN, accusant les États-Unis de colonialisme numérique. Ces initiatives ont accru la confusion, créant des doublons avec ceux de l'ICANN.

« Cela fait près de dix ans que nous avons présenté au président de l'ICANN la technologie pour créer [des noms de domaine polyglottes], a déclaré dans la presse S. Subbiah, inventeur d'une des premières normes de noms multilingues. « La réponse était, en gros: "Je suis trop occupé, apprenez l'anglais." »

Selon lui, environ deux millions des 138 millions de noms de domaine dans le monde contiennent des caractères non occidentaux.

Le premier président de l'ICANN, Mike Roberts, a reconnu que l'organisation avait traîné les pieds: « Les ingénieurs ont pensé que la mise en place des alphabets non romains, avec toute cette croissance, allait déstabiliser Internet et provoquer des pannes », selon lui.

Des conflits politiques ont ralenti le processus. Certains pays ont contesté le rôle du registre américain VeriSign, qui gère tous les domaines en .com, soit la moitié des sites mondiaux.

Agence France-Press

CONSULTATION PUBLIQUE
ocpm.qc.ca

Consultation publique
Projets de règlement P-07-038 et P-04-047

Projet de démolition, transformation, construction et occupation de bâtiments situés sur le site de l'ancienne Gare-Hôtel Viger

Le projet de règlement P-04-047-47 intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » et le projet de règlement P-07-038 intitulé « Règlement sur la démolition, la transformation, la construction et l'occupation de bâtiments sur le site de l'ancienne Gare-Hôtel Viger délimité par les rues Saint-Antoine, Est, Saint-Christophe, Notre-Dame Est et Berri », ont été adoptés par le conseil municipal à son assemblée du 17 septembre 2007.

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) tiendra une consultation sur ces projets de règlement et rendra accessible la documentation pertinente.

OBJET DE LA CONSULTATION
Adoption d'un projet de règlement en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal

Le projet de règlement P-07-038 permet la construction, la transformation, l'occupation et la démolition de bâtiments principalement pour des fins domiciliaires, hôtelières et commerciales sur le site de l'ancienne Gare-Hôtel Viger illustré dans cet avis. À cette fin, il permet de déroger à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les conditions qui y sont prévues. Le site du projet étant situé en partie dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, le projet de règlement est susceptible d'approbation référendaire conformément au paragraphe 5 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. 11-4).

Le projet contient notamment des dispositions relatives aux usages, aux hauteurs, à l'alignement, aux enseignes, aux accès, au stationnement et aux aires de chargement. Il contient aussi des critères d'aménagement, d'architecture et de design ainsi que des dispositions relatives à l'aménagement paysager, à la démolition et à l'archéologie ainsi que des dispositions pénales et de délai de réalisation du projet.

Modification au Plan d'urbanisme
Le projet de règlement P-04-047-47 prévoit les ajustements requis au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour permettre ce projet de développement au niveau de l'affectation du sol et des limites de hauteur.

DOCUMENTATION
Les personnes et organismes intéressés à prendre connaissance des projets de règlement et de la documentation relative au projet sont invités à le faire aux endroits suivants, aux heures habituelles d'ouverture :

- Bureau Accès Montréal de l'arrondissement Ville-Marie situé au 888, boul. de Maisonneuve Est, 5^e étage,
- Direction du greffe de la ville de Montréal, 275, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
- Office de consultation publique de Montréal, 1550, rue Metcalfe, bureau 1414 et sur son site Internet : www.ocpm.qc.ca

ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE
L'OCPM convie les personnes et organismes intéressés à participer aux séances de l'assemblée de consultation publique :

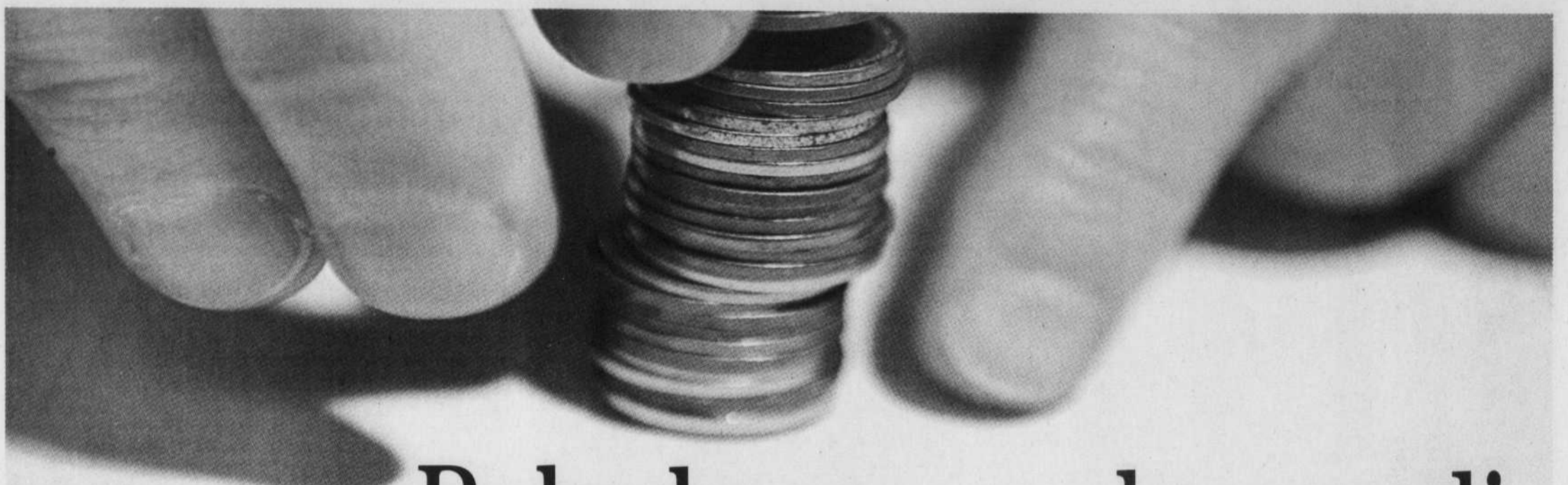
Le 23 octobre 2007
Hôtel Hyatt, 1255, rue Jeanne-Mance
Grand Salon B, 19 h

La deuxième partie de la consultation consacrée à l'audition des opinions des personnes qui désirent s'exprimer sur les projets débutera le 21 novembre, à 19 h aux bureaux de l'OCPM, 1550, rue Metcalfe, 14^e étage.
La date limite pour inscrire un dépôt de mémoire est le 16 novembre.

Renseignements : Éric Major à l'OCPM (514) 872-8510

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL
1550, rue Metcalfe, Bureau 1414, Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél.: 514 872-3568 • Téléc.: 514 872-2356

DOSSIER



Baby-boomers: le paradis

SUITE DE LA PAGE 1

si je ne devais donner qu'un seul conseil aux gens, ce serait de ne pas compter là-dessus.»

Définis par les démographes comme la génération des personnes nées entre 1946 et 1966, les baby-boomers ont pourtant la réputation d'avoir été gâtés par la vie au Québec. Les statistiques tendent d'ailleurs à confirmer cette opinion, du moins en ce qui concerne les premiers membres de cette cohorte, nés entre 1946 et 1955 et qui arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite. L'essor économique de l'après-guerre, la Révolution tranquille et la construction de l'État-providence leur ont permis de jouir, au cours de leur vie, d'un confort matériel beaucoup plus considérable que celui de leurs parents au même âge, conclut une récente étude de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), intitulée *Vie des générations et personnes âgées: aujourd'hui et demain*. Ils ont par exemple eu droit à un revenu individuel moyen de 60 % supérieur à celui de leurs parents en

dollars constants, ils ont été de 10 à 18 % plus nombreux à être propriétaires de leur domicile et ils disposent d'un bien meilleur cousin pour la retraite à la Régie des rentes du Québec, auprès de leurs employeurs et sous forme de REER.

Une longue et coûteuse retraite

Mais avant de parler d'héritage, encore faut-il avoir assuré sa retraite, ce qui est loin d'être le cas pour plusieurs baby-boomers. D'abord parce que tous ne se sont pas autant enrichis que les autres. La situation s'est même détériorée par rapport à la génération précédente, note l'ISQ, pour des catégories plus vulnérables comme les immigrants, les inactifs, les célibataires, les personnes de langue maternelle autre que le français et l'anglais ou encore les familles de sept personnes ou plus.

Plusieurs autres n'ont pas assez économisé en prévision de leurs vieux jours, pensent les experts. Bien que le nombre de personnes cotisant à des régimes privés de

retraite et à des REER ne cesse de croître chaque année, un travailleur québécois sur deux n'a toujours pas accès à un régime de retraite privé, rappelle Question retraite. L'an dernier, un sondage de la Banque de Montréal révélait qu'aujourd'hui, un baby-boomer sur cinq n'aurait toujours pas mis un sou de côté en prévision de sa retraite et que seulement 28 % d'entre eux disposeraient d'économies ou de placements totalisant 100 000 \$ ou plus.

Lorsqu'on sait que les prestations de la Régie des rentes du Québec et des autres régimes publics ne dépassent pas un maximum de 16 000 \$ par personne par année et qu'on évalue qu'un retraité aura besoin, chaque année, de 70 % du revenu brut de ses cinq meilleures années pour maintenir son niveau de vie, on se rend compte que plusieurs baby-boomers s'exposent à de bien mauvaises surprises, dit Jocelyne Houle-LeSarge. «Les gens n'ont pas de mal à économiser en vue d'un voyage à Cuba, mais lorsqu'il est question de la retraite, il y a toujours

une autre priorité qui passe devant, que ce soit les dettes d'études, une nouvelle auto, une maison, la famille, les études des enfants...»

Plusieurs personnes ne se rendent toujours pas compte à quel point la retraite risque de durer longtemps, note Paul Rioux, comptable et planificateur financier. Il n'est pas rare, rappelle-t-il, que quelqu'un qui prend sa retraite à 60 ou 65 ans ait encore bon pied bon œil 20 ou 25 ans plus tard. Dans ces circonstances, il devra avoir accumulé des provisions considérables non seulement pour s'offrir tout le confort et les voyages dont il a rêvé mais aussi pour payer les soins dont il aura besoin à la fin de sa vie, lorsque le poids des ans se fera sentir davantage. «Pas besoin d'être devin pour savoir que les services publics seront réservés à des cas de plus en plus lourds et que les autres devront trouver des façons de se les offrir autrement», dit M. Rioux.

Il est vrai que leurs maisons et leurs chalets ont pris beaucoup de valeur ces dernières années et qu'ils pourront en tirer de bonnes

sommes. «Mais êtes-vous récemment allé voir le prix des logements pour les personnes âgées?», demande M. Rioux. «Ça peut coûter entre 1500 \$ par mois pour un studio et 3500 \$ pour un cinq et demi. Ça veut dire 42 000 \$ par année!»

Tout flamber

Le manque de prévoyance de certains baby-boomers québécois n'a rien d'extraordinaire, fait remarquer Pierre Fortin, professeur de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal. La course à la consommation et à l'endettement s'observe dans toutes les strates de la population et partout dans le monde, fait-il remarquer. Il n'y a qu'à voir, dit-il, la dégringolade du taux d'épargne des ménages, passé de 10,6 % du revenu net en 1986 à seulement 1,2 % en 2006 au Québec. «C'est vrai même pour les gouvernements!»

Certains peuvent aussi avoir été plus prévoyants mais malchanceux dans leurs placements, poursuit l'économiste. L'éclatement de la bulle technologique au début des années 2000 en a

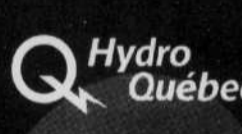
forcé plus d'un à retarder le début de sa retraite.

Même si vos parents ont accumulé plus d'argent qu'ils n'en ont besoin pour leur retraite, cela ne signifie pas que vous hériterez d'une fortune, continuent les experts. Un livre publié aux États-Unis il y a dix ans et rapidement devenu un best-seller résume bien l'état d'esprit qui habite un grand nombre de baby-boomers devant ces questions, dit Paul Rioux. Il s'intitulait *Die Broke (Dépensez tout, vivez mieux en français)*. «Ça dit de gérer ses finances personnelles et sa retraite de façon à ce que vous dépensiez vos derniers sous pour payer l'entrepreneur de pompes funèbres qui vous enterreront», résume-t-il.


Traduite de façon moins spectaculaire, l'idée consiste à s'accorder le droit de profiter pleinement de l'argent qu'on a gagné tout au long de sa vie. Cela n'empêche pas de donner une partie de ses avoirs à ses proches. Toutefois, plutôt que de le faire sous forme d'héritage qui viendrait après le décès, les baby-boomers aiment de plus en plus le faire de leur vivant, par

Maison des Jeunes de Contrecoeur, Maison des Jeunes de Cléremont, Maison des Jeunes de Thetford Mines, Maison des Jeunes de Wickham, Maison des Jeunes Le Trait d'Union, Maison des Jeunes Val Martin, Maison du Tonnerre, Maison Jeunesse L'Orchidée de Roxton, Manu Jeunes Inc., MDJ L'Éclat de Saint-Léonard d'Astou, MDJ Ado-Messie, MDJ Ado-Québec, Saint-Luc, MDJ Au Cœur des Montagnes, MDJ d'Alma, MDJ de Bonaventure, MDJ de Jonquière, MDJ de La Sape, MDJ de La Dore, MDJ de La Prairie, L'Adrenaline, MDJ de La Vallée de la Rouge Inc., MDJ de Latersport, MDJ de L'Île du Haïre-Albert, MDJ de Mont-Joli, MDJ de New Richmond, MDJ de Pierrefonds, MDJ de Port-Cartier, Maison de Quartier de Drummondville, MDJ de Repêchage, MDJ de Saint-Orville de Wendover, MDJ de Saint-Étienne, MDJ de Sainte-Anne-des-Monts, MDJ de Saxe, MDJ de Sherbrooke, MDJ de St-Étienne-de-la-Croix, MDJ des Fleurs-de-la-Madeleine, MDJ du Bas-Saguenay, MDJ du Pô, MDJ du Plateau, MDJ du Pontiac, MDJ d'Orléans, MDJ L'Atmosphère de Carleton, MDJ L'Arc de Météorologie, MDJ L'Azimut Est-Ouest, MDJ L'Éclair, MDJ L'Entre-Deux-Terrains, MDJ L'Éclair Jeunesse, MDJ L'Extension, MDJ L'Hotel Maison, MDJ L'Intermède de Gaspé, MDJ La Galerie, MDJ La Sappe, MDJ Le Chemin Cap-Saint, MDJ Le Dôme, MDJ Le Pentagone, MDJ Le Refuge, MDJ Le Spot de Sutton / Lac-Brome, MDJ Le Squat d'Ahlinette, MDJ Le Zenith Saint-Léonard, MDJ Quincaillerie, MDJ Symphonie, MDJ Tornade Jeunesse, Octogone de Saint-Charles de Drummondville, Place des Jeunes L'Intermédiaire, Pointe-Aix-Jeunes, Points Jeunesse du Grand, Quartier Jeunesse 1995, Refuge Jeunesse de Les Méchins, Relais Jeunesse de Lavaltrie, Refuge de Saint-Sulpice, Sens Unique de Mandreille, Spot Jeunesse de Sherbrooke.

Maison Jeunesse Rosemont, Alaxson de (Chaudière), Alternatives Jeunesse de Trois-Rivières, Association des Groupes de Jeunes des Hautes-Rivières, Association des Jeunes de Verment, Au Point du Monde de St-Paulin, Au Point 14-18 de Danville, Avenir des Jeunes, Azimut Nord, Barak de Métabie, Cap Adolphe Jeunesse, Cœur Rencontre 1211 du Grand Joliette, Carrefour des Jeunes de La Pointe, Carrefour des Jeunes de Mont-Laurier, Carrefour Jeunesse d'Orpèfle, Carrefour Jeunesse de Shawville, Carrefour Jeunesse de Shawville, Centre de Jeunesse de Saint-Grégoire, Centre des Jeunes de Notre-Dame, Chakado de Trois-Rivières, École Centre-ville de Saint-Jacques, Équipe de Chaudière, Jeunesse d'Amqui, Jeunesse Beauharnois, L'Atome de Repentigny, L'Adoles de Napierville, L'Ados Pointe-Saint-Charles, L'Alternative de Réal, L'Antidote de Candiac, L'Annuaire des 1211, L'Énergie, L'Entre-Parentés de Chambray, L'Éclair en Mon Temps, L'Éclat de L'Assomption, L'Éclair de Waterloo, L'Express 1218 de Pléssville, L'Énergie Local des Jeunes, L'Énergie de Valcourt, L'Énergie des Jeunes de Trois-Rivières, La Barak de Grandby, La Barak de Saint-Germain, La Destination 1211, La Fréquence Inc. de Pléssville, La Jeunesse de Matane, La Paille de Joliette, La Relais, La Ruche de Saint-Romuald, La Soupe Maison des Jeunes Inc., La Soupe Manganse, La Traversée 1218 Inc., La Zone de Saint-Casimir, Le P.M. de Bouchard, Le Spot de Dégel, Le Jeuneau de Dolbeau-Mistassini, Le Spot à Relais, Le Trait d'Union de Victoriaville, Les Jeunes du Cœur d'Acadie, Les Quatre Feux de St-Ésprit, L'Arc 1218, La Botte de Sainte-Macellaine, Maison de Jeunes Sainte-Dorothée, Maison de La Jeunesse 1211, Maison des Jeunes Anna-Pape.



Regroupement des maisons de jeunes du Québec
(514) 725.2686
www.rmjq.org



Québec

LE DEVOIR

Le samedi 13 octobre
Luc Picard, porte-parole officiel,
vous invite à découvrir l'univers des
135 maisons de jeunes du RMJQ
à travers le Québec.

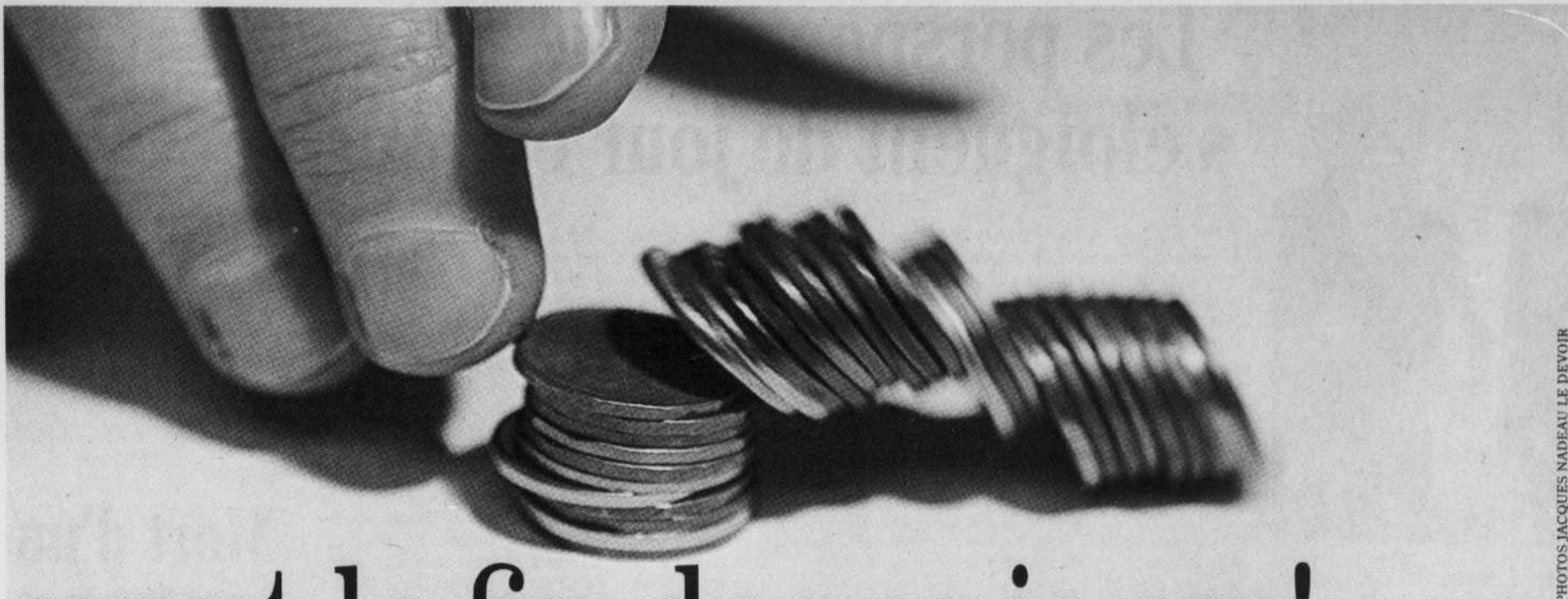
Programmation :
www.rmjq.org



10^e Journée des maisons de jeunes

Cet emplacement publicitaire est offert par Le Devoir

DOSSIER



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

MICHAELA REHLE REUTERS

avant la fin de vos jours!

exemple en payant les études universitaires des enfants, en les amenant en voyage pour leur faire découvrir le monde, en les aidant à acheter leur première maison ou en contribuant à un fonds d'épargne pour les petits-enfants.

«On sent nettement une différence de culture entre les baby-boomers et leurs parents», fait remarquer Noël Lajoie, un notaire de Québec spécialisé dans la planification successorale. «Il y a 20 ans, les gens tenaient à pouvoir léguer un héritage, même modeste, après leur décès. Ils avaient une sorte de fierté à pouvoir laisser quelque chose. Aujourd'hui, les gens accordent moins d'importance au fait de laisser un héritage. Ils veulent profiter de la vie. Et ils cherchent plus à analyser la situation dans son ensemble et visent une démarche qui commencerait avant leur décès et qui pourrait se poursuivre après.»

Entreprises à vendre
Il arrive toutefois qu'on ait tellement d'argent qu'il ne soit pas possible, même pour les plus jouisseurs, de tout dépenser. On estime

par exemple que presque la moitié (45%) des 7,8 billions (7800 milliards) de dollars d'actifs détenus par les ménages canadiens sont entre les mains de seulement 4% de la population. «Notre clientèle à nous, c'est ce 4%», dit Bernard Letendre, vice-président et directeur général pour le Québec à la BMO Banque privée Harris. «Ce sont des gens qui veulent profiter de l'argent qu'ils ont gagné mais qui veulent aussi transmettre, après leur décès, un patrimoine à leurs enfants et à leurs petits-enfants, ainsi qu'à des causes qui leur tiennent à cœur.»

Les évaluations diffèrent dans ce domaine. Selon certains, il y aurait 248 000 Canadiens qui disposeraient d'un million et plus. Selon d'autres, il y en aurait 375 000. Une grande partie de ces gens sont des propriétaires de PME qui devront vendre leurs entreprises pour empocher leur fortune. Le problème, c'est qu'ils le feront presque tous

en même temps, dit le banquier. Il y a deux ans, une enquête de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) établissait que quatre chefs de PME sur dix souhaitaient se retirer des affaires d'ici 2010 et que sept sur dix comptaient le faire d'ici 2015. Plusieurs d'entre eux aimeraient pouvoir passer la barre à leurs enfants, mais à moins d'avoir des rejets millionnaires ou très amis avec des banquiers, cela signifierait de renoncer aux millions que pourrait leur rapporter la vente de leurs entreprises. «Ce qui arrive souvent, malheureusement, c'est que les chefs d'entreprise doivent se résoudre à vendre la compagnie à des étrangers», rapporte Bernard Letendre.

La génération sandwich
Le fait d'avoir été jusqu'à présent la génération la plus choyée d'un point de vue économique n'a pas que des avantages et s'accom-

pagne aussi de responsabilités financières plus lourdes, préviennent les experts. Plusieurs baby-boomers doivent encore aujourd'hui venir en aide, personnellement et financièrement, à leurs parents qui n'ont pas eu la même chance qu'eux de se préparer une retraite confortable. Ils continuent souvent aussi à soutenir financièrement leurs enfants.

Tous ne sont pas des Tanguy qui s'incrument à la maison. Il est vrai que l'avenir s'annonce prometteur pour ceux qui ont 20 ans aujourd'hui tant les perspectives du marché de l'emploi sont bonnes pour eux. Mais la vie a été nettement plus difficile pour les plus vieux qui ont 40 ans et qui n'ont souvent jamais cessé de courir après des emplois précaires.

Bien qu'ils doivent, encore aujourd'hui, continuer à aider un peu tout le monde, les baby-boomers doivent se faire à l'idée qu'eux-mêmes n'auront probablement pas droit aux mêmes égards.

La raison en est simple, rappelle Pierre Fortin: «Leurs parents ont eu en moyenne quatre enfants.

Comme il y a toujours un sans-cœur dans chaque famille, ça laisse quand même trois enfants pour s'occuper d'eux. Les baby-boomers ont eu en moyenne un enfant et demi. Ça laisse un demi-enfant pour s'occuper d'eux lorsqu'ils auront 70 ou 75 ans. Ça va être un fardeau énorme pour ce demi-enfant. Il ne pourra pas tout faire.» Les gouvernements n'auront pas le choix de compenser le travail que ces enfants ne pourront pas faire, dit l'économiste de l'UQAM.

Sauf que les enfants que les baby-boomers n'ont pas faits manqueront aussi à l'économie québécoise et, par voie de conséquence, aux revenus de l'État, note le comptable et planificateur financier Paul Rioux. Il est fortement à craindre, répète-t-il, que les gouvernements n'auront pas toutes les ressources financières nécessaires et que les baby-boomers devront se payer eux-mêmes certains services en allant piger une fois de plus dans les réserves qu'ils pensaient pouvoir léguer.

Le Devoir

Le savoir en héritage

ÉRIC DESROSIERS

Rien ne sert d'attendre, les baby-boomers ont déjà légué au Québec leur principal héritage économique, pense l'économiste Pierre Fortin.

«L'héritage le plus positif que les baby-boomers nous ont donné, c'est de s'être éduqués et d'avoir mis de quoi entre les deux oreilles de leurs enfants», dit le professeur de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal. C'est l'éducation qui est la base de la qualité de vie en société, du niveau de vie et d'un paquet d'autres choses.»

Pour être tout à fait juste, il faudrait dire que ce cadeau nous vient de deux générations, précise l'expert. Il y a eu les baby-boomers et ceux qui sont un peu plus vieux qu'eux et qui étaient aux commandes du Québec lorsque les grandes réformes du système de l'éducation ont été élaborées dans les années 60.

Ces réformes, associées à d'autres entreprises à la même époque, allaient ouvrir la voie à l'autre grand accomplissement des baby-boomers, dit-il. Il s'agit de l'essor économique spectaculaire des Québécois francophones. C'en est au point où le niveau de vie de l'ensemble des Québécois est aujourd'hui le même que celui de leurs voisins ontariens, dans la mesure, bien entendu, où l'on tient compte des différences de coût de la vie et du nombre d'heures travaillées.

Ce rattrapage économique est d'autant plus remarquable, souligne l'économiste, qu'il s'est fait tout en permettant au Québec de rester la société la moins inégalitaire en Amérique du Nord. Cela ne tient pas seulement aux valeurs sociales démocrates des baby-boomers, mais surtout au fait qu'avec leur arrivée en masse sur le marché du travail, «les revenus du gouvernement augmentaient plus vite que les fonctionnaires arrivaient à inventer de nouveaux programmes sociaux», dit en riant Pierre Fortin.

Cette tendance démographique est malheureusement en train de se renverser, rappelle l'économiste, qui était l'un des signataires du manifeste *Pour un Québec lucide*. Les baby-boomers s'apprentent à quitter la vie active et commenceront bientôt à nous coûter de plus en plus cher en frais de santé, note-t-il. Cela tombe mal parce que l'on manque désespérément de bras pour les remplacer sur le marché du travail.

L'héritage des baby-boomers risque-t-il des compromis? «Franchement, je pense que les gens exagèrent dans le pessimisme, dit l'économiste. Si l'on a réussi à régler nos problèmes dans le passé, c'est parce qu'on les a bien diagnostiqués et que l'on a mis le paquet sur les résoudre. Par contre, il faut s'y mettre pour vrai et sans tarder. Ce n'est plus le temps de tataouiner.»

Le Devoir

La clé du succès d'une succession

ÉRIC DESROSIERS

Habitué de jouer les pionniers au Québec, les baby-boomers abordent aujourd'hui la question de leur mort et de leur succession financière comme ils l'ont fait à d'autres occasions: avec méthode et application.

Sauf de rares exceptions, les Québécois francophones n'ont pas souvent eu le loisir, par le passé, de se soucier du patrimoine financier qu'ils allaient léguer à leurs héritiers. Cette situation est en train de changer avec les baby-boomers.

«Pour plusieurs de mes clients, c'est la première fois dans l'histoire de la famille qu'on planifie la transmission d'une génération à l'autre d'un patrimoine d'une certaine importance», explique Noël Lajoie, un notaire de Québec spécialisé en matière de succession. Ce travail consiste à projeter les gens au jour de leur décès afin de faire le point sur le total de leurs actifs et les aider à choisir, parmi un large éventail d'outils financiers et juridiques, la façon de les transmettre comme et à qui ils veulent. «Lorsqu'on les fait décider», les gens sont souvent surpris de voir l'ampleur des choix qui s'offrent à eux.»

Plus scolarisés que leurs aînés, les baby-boomers sont des élèves studieux qui apprennent vite, dit le notaire. Ils n'hésitent pas à s'informer et arrivent avec toutes sortes de questions et d'idées parfois très précises sur la façon dont leur succession devrait se faire.

Is se démarquent de leurs parents par le fait qu'ils aiment commencer à donner de leur vivant plutôt que d'attendre à leur décès pour tout léguer en bloc. Ils sont aussi plus soucieux de réparer les iniquités qui ont pu survenir au fil des ans entre leurs enfants. Ils ont toutefois tendance, comme leurs parents, à garder le secret sur leurs dernières volontés afin d'éviter d'être mêlés à des chicanes de famille ou d'être victimes de chantage émotif.

Les riches ne procèdent pas différemment, dit Bernard Letendre, vice-président et directeur général pour le Québec à la BMO Banque privée Harris. Ils ont toutefois d'autres soucis. Comme les sommes en jeu sont beaucoup plus élevées, ils craignent souvent le tort qu'ils pourraient causer en légant des millions à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Ils craignent qu'en recevant de telles sommes, leur héritiers ne perdent toute motivation à voler de leurs propres ailes et à réaliser des choses par eux-mêmes. Là encore, la solution retenue consiste souvent à donner de son vivant pour certaines choses très précises, comme l'accès aux meilleures écoles ou l'achat d'une première maison. Quant au res-

te, il va souvent à des causes que les gens ont à cœur.

Donner à sa manière

Les familles anglo-saxonnes ou juives ont une plus longue tradition que les Québécois francophones en matière de legs à des universités, des hôpitaux, des institutions culturelles et autres organismes de bienfaisance, fait observer Martin Massé, directeur du programme des dons planifiés à l'Oratoire Saint-Joseph, à Montréal. «La réussite financière et le retour de cet argent à la communauté y sont généralement plus valorisés. Les valeurs judéo-chrétiennes nous ont longtemps amenés à être plus suspicieux à l'endroit de la richesse, poursuit-il, alors que la culture française semble nous avoir amenés à penser que les services sociaux et communautaires devaient être assurés par l'État. Mais les choses changent.»

Et elles changent même de plusieurs façons. Non seulement les Québécois francophones, riches et moins riches, donnent plus qu'avant aux causes qui leur sont chères, ceux qui sont issus de la génération des baby-boomers donnent aussi différemment, dit M. Massé. Entre autres choses, les baby-boomers cherchent moins à donner à des organismes en particulier qu'à des causes. Aussi, ils aiment bien ne pas se limiter à simplement donner de l'argent à la cause de leur choix mais à s'y investir personnellement à titre de bénévoles sur le terrain ou de membres de conseils d'administration.

L'arrivée graduelle de la masse des baby-boomers à l'âge de la retraite n'a pas échappé aux organismes de bienfaisance. Près de 200 d'entre eux se sont par exemple joints à un programme de promotion des dons testamentaires que Martin Massé a contribué à mettre sur pied, appelé «Un héritage à partager».

Les baby-boomers se révèlent toutefois beaucoup plus exigeants que leurs aînés en la matière. Avant de donner, ils demandent souvent à voir les mécanismes de reddition de comptes des organismes ainsi que leurs indicateurs de performance, affirme M. Massé.

Le goût des baby-boomers de tout contrôler peut parfois aller très loin, dit le notaire Noël Lajoie. «J'ai vu des personnes chercher une façon de s'assurer que leur don à la fondation d'un hôpital trait non seulement à un service en particulier mais à l'achat d'un appareil médical bien précis.»

Cette attitude n'est pas surprenante quand on y pense, note-t-il. Plusieurs baby-boomers ont amassé leur patrimoine en partant de rien et doivent une bonne partie de leur succès à leur esprit d'innovation, d'organisation et de décision. Il était prévisible qu'ils aient recours aux mêmes méthodes au moment de le léguer.

Le Devoir



RÉGIS DUVIGNEAU REUTERS

Le Devoir

Régent BOUCHARD
Roger DIONNE
Claudette GAGNÉ

La CLÉ du succès

Sciences physiques 416-436

Manuel • 368 pages • 17,25 \$
ISBN 978-2-7609-3601-3
Document complémentaire • 70 pages
32,75 \$ • ISBN 978-2-7609-3602-0

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Robert PRÉVOST
Alain VERRAET

GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DES STOCKS

Les nouvelles méthodes de gestion

375 pages - 38,20 \$
ISBN 978-2-7601-3921-3

GUÉRIN éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Pamela GUNNING • Rachel LALONDE
Micheline SCHINCK • Wynanne WAITS

A NEW TWIST TO ENGLISH

Approuvé par 18 MÉLS

Student's Books 1 et 2 - 25 \$ chacune

Anglais langue seconde
2^e cycle du primaire

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LE MONDE

Les perspectives de paix s'éloignent de jour en jour



Le président russe Vladimir Poutine, à droite, en compagnie de Condoleezza Rice, la secrétaire d'État américaine, et du secrétaire à la Défense, Robert Gates.

Bouclier antimissile, nucléaire iranien

Moscou et Washington à des années-lumière

Moscou — À l'issue de discussions qui n'ont pu dégager de compromis, la Russie a exhorté hier les États-Unis à renoncer à leur projet de bouclier antimissile en Europe de l'Est.

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates, ont néanmoins déclaré, à l'issue de discussions avec leurs homologues russes, qu'ils continueraient de s'efforcer de trouver un accord sur le projet de bouclier, source de tensions russo-américaines.

Les deux parties ont aussi affiché leur désaccord sur le programme nucléaire iranien. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé que des sanctions unilatérales entravaient la recherche d'une solution, mais Rice a répondu que Washington maintiendrait des sanctions financières.

Les Américains ont dit être porteurs de propositions concernant la défense antimissile, avec notamment la possibilité pour les Russes d'inspecter des éléments du bouclier en Europe et aux États-Unis.

Mais Lavrov, lors d'une conférence de presse tenue avec le ministre russe de la Défense, Anatoly Serdjoukov, Rice et Gates, a déclaré que des problèmes subsistaient et qu'il faudrait encore travailler sur les propositions. « Nous pensons que, pour rendre plus efficace le travail commun des experts russes et américains, le projet de déploiement de la troisième région de positionnement [de la défense antimissile] doit être bloqué », a dit Lavrov.

Il a aussi dénoncé la politique américaine d'imposition à l'Iran de sanctions allant plus loin que celles approuvées par les Nations unies ainsi que le refus de Washington d'exclure une intervention militaire.

« Nous pensons qu'un travail collectif serait plus efficace s'il n'y avait pas d'initiatives parallèles pour imposer des sanctions à l'Iran, sans parler des appels périodiques au recours à la force contre l'Iran », a dit le chef de la diplomatie russe. « De telles actions bilatérales contredisent nos efforts collectifs et les rendent moins efficaces. »

Rice a défendu la politique iranienne des États-Unis. « Le but de l'exercice est de convaincre l'Iran [...]

de suspendre ses capacités d'enrichissement de l'uranium, a-t-elle plaidé.

Avant les discussions avec leurs homologues russes, Rice et Gates avaient rencontré le président Vladimir Poutine, qui leur a dit que la Russie pourrait dénoncer le Traité des forces nucléaires (TFN) de 1987 sur les missiles de portée intermédiaire s'il n'est pas étendu à d'autres pays.

« Sur la Lune »

Par ailleurs, Condoleezza Rice a semblé apprécier modérément l'humour de Poutine lorsqu'il a suggéré aux États-Unis de déployer leur bouclier antimissile « sur la Lune ».

Poutine a ironisé sur la menace iranienne invoquée par les États-Unis pour justifier le déploiement en Pologne et en République tchèque de ce bouclier antimissile, que la Russie considère comme dirigée contre elle.

« Bien sûr, il est possible que nous installions des systèmes de défense antimissile un jour quelque part sur la Lune », a lancé le président russe, dont la remarque a été accueillie par un silence glacial de la délégation américaine, selon les quelques journalistes présents. Interrogé à ce sujet dans la soirée, un haut responsable du département d'État a refusé de commenter les propos du président russe. « Je ne souhaite pas me prononcer », a répondu, le visage fermé, ce haut responsable ayant requis l'anonymat.

Un porte-parole du président russe s'est efforcé de dédramatiser l'affaire. « Parfois la traduction en anglais ne parvient pas à refléter l'humour russe », a déclaré Dimitri Peskov au cours d'une conférence de presse téléphonique avec la presse américaine. « Le président ne cherchait pas du tout l'affrontement. Au contraire, il était très ouvert et très sincère, a-t-il assuré. Ce qu'il voulait dire, c'est que nous serions prêts à faire tout notre possible s'il existait une vraie menace. »

« Parce que, pour le moment, tout ce dont nous parlons c'est d'une menace hypothétique, a ajouté M. Peskov. Nous savons tous que l'Iran ne dispose pas de missile capable d'atteindre des pays européens. »

Reuters et AFP

Khartoum — Le partenariat de paix entre le nord et le sud du Soudan connaît sa crise la plus sérieuse depuis sa conclusion en 2005, alors qu'une stabilisation du Darfour reste tributaire du succès de négociations prévues le 27 octobre en Libye.

Le SPLM, le Mouvement de libération du peuple du Soudan, l'ex-rébellion dans le Sud, a suspendu jeudi sa participation au gouvernement central, reprochant à son partenaire nordiste, le Parti du congrès national (CNP) du président Omar el-Béchar, d'agir dans un esprit de parti unique. Cette attitude complique, selon lui, l'application de l'accord de paix.

Au lendemain de cette décision, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fait part de sa préoccupation. La réaction du CNP ne s'est pas non plus fait attendre, traduisant la profonde crise de confiance entre les représentants du Nord musulman et du Sud animiste et chrétien.

« Le fond du problème est qu'il existe au sein du SPLM un groupe qui veut mettre fin à notre partenariat. Ce groupe pense qu'en s'alliant avec des parties étrangères, il peut liquider notre projet politique », a souligné Nafie Ali Nafie, numéro deux du CNP, en référence aux États-Unis.

Il s'est employé durant une conférence de presse à réfuter point par

point les arguments avancés par le SPLM pour justifier sa décision.

Les sujets qui fâchent ne manquent pas entre les deux formations: retard dans la démarcation de la frontière, conflit sur la zone d'Abiye riche en pétrole et revendiquée par les deux parties, retrait inachevé des forces du nord de la zone sud et vice-versa...

« Pour chaque accusation du SPLM, nous pouvons répliquer par 10 », a assuré un autre dirigeant du CNP, Sayed al-Khatib, qui, tout comme M. Nafie, a estimé que l'application de l'accord de paix globale (CPA) signé en janvier 2005 progressait bien.

Les deux dirigeants nordistes ont par ailleurs invité le SPLM à balayer devant sa porte à propos du déficit démocratique dans le Nord évoqué jeudi par le responsable sudiste Yasser Armane.

Il s'est assuré que les violations des droits de l'homme étaient nombreuses dans la zone sous contrôle du gouvernement semi-autonome du Sud, ce qu'a reconnu en partie M. Armane, en évoquant des efforts pour y mettre fin.

Au-delà de ces accusations mutuelles, ce sont deux visions contradictoires de ce que doit être le régime politique du Soudan qui se sont exprimées.

Les sudistes ont plaidé pour un

régime démocratique qui ne sévit pas contre la presse, n'expulse pas de diplomates étrangers et n'arrête pas les opposants.

M. Nafie, en face, a décrié un complot sudiste contre le projet politique de sa formation, qui reste imprégnée de son héritage islamiste et antioccidental.

M. Armane a assuré que, par sa décision, le SPLM n'entendait pas compliquer la tâche du gouvernement avant les négociations de Libye avec les mouvements rebelles du Darfour, considérées comme cruciales pour un retour au calme dans cette région de l'ouest du Soudan en guerre civile.

« Notre problème avec le Nord et le Darfour sont deux choses distinctes et nous soutenons les efforts pour ramener la paix au Darfour, a-t-il relevé. »

Il a ajouté que le Sud poussait des rebelles à unifier leurs positions avant le rendez-vous libyen du 27 octobre. La crise, même si elle est sérieuse, ne marque toutefois pas de rupture entre les deux parties. Les sudistes se disent prêts à dialoguer et à revenir au gouvernement une fois les problèmes résolus et les nordistes clament leur attachement à l'accord de paix qui a mis fin à une guerre civile de 21 ans (1,5 million de morts).

Agence France-Presse



Soe Win

Mort d'un « dur » birman

Rangoon — Le premier ministre birman, Soe Win, qui aurait commandité en 2003 une attaque contre la figure de proue de l'opposition démocratique Aung San Suu Kyi, est décédé hier dans un hôpital militaire de Rangoon à l'âge de 58 ans.

Le chef du gouvernement, qui souffrait probablement de leucémie, avait été soigné pendant plusieurs mois dans un grand hôpital de Singapour.

Il était rentré au Myanmar le 1^{er} octobre après l'échec d'une greffe de la moelle épinière, dit-on de bonne source à Rangoon.

Sa mort, quelques semaines après la répression de manifestations démocratiques, sera sans conséquence pour la junte au pouvoir, qui l'avait déjà remplacé par le général Thein Sein.

Soe s'est fait un nom en 1988 dans la répression d'un soulèvement populaire précédent. Son arrivée en 2004 à la tête du gouvernement, après le limogeage de Khin Nyunt, avait mis fin aux rares espoirs de réformes.

Selon les États-Unis, il aurait été personnellement impliqué dans l'attaque, un an auparavant, du convoi d'Aung San Suu Kyi, près de Mandalay, dans une région sous son contrôle. Le bilan officiel faisait état de quatre morts, mais des opposants en exil ont parlé de plusieurs dizaines de tués.

La lauréate du prix Nobel de la paix a été arrêtée après l'incident et reste aujourd'hui assignée à résidence à Rangoon.

Reuters

EN BREF

Chávez parle à Uribe

Caracas — Le président vénézuélien Hugo Chávez rencontrait hier son homologue colombien Álvaro Uribe afin de trouver un terrain d'entente sur les négociations en vue de la libération des otages des FARC. Pour la première fois depuis des années, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont accepté de parler avec Chávez et ont trouvé ainsi la porte à une éventuelle libération. Ce développement a relancé l'espoir d'une libération de la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, capturée dans la jungle en février 2002, et de trois Américains. La médiation de Chávez permet au président vénézuélien de se renforcer sur le plan international. Nicolas Sarkozy l'a invité en France en novembre et le plus haut diplomate américain pour l'Amérique latine a rencontré pour la première fois le ministre vénézuélien des Affaires étrangères. « Si Chávez peut projeter l'image d'un dirigeant régional engagé en faveur de la paix, c'est tout bénéfique », note Michael Shifter, d'un institut de réflexion sur le dialogue interaméricain basé à Washington. L'homme fort de Caracas ne manque pas de médiatiser ses efforts. — Reuters

Le seigneur Big Mac

New York — Selon un sondage, les Américains sont plus calés sur les ingrédients entrant dans la composition du Big Mac de McDonald's que sur les Dix Commandements de la Bible. Une étude réalisée par Kelton Research révèle que 80 % des 1000 personnes interrogées peuvent citer les ingrédients de base du célèbre hamburger. Elles ne sont en revanche que 60 % à connaître le commandement le plus célèbre: « Tu ne tueras point ». Les Américains sont 45 % à se souvenir du commandement « Tu honoreras ton père et ta mère » alors que 62 % d'entre eux savent que le Big Mac contient des cornichons. Ce sondage a été réalisé avant la sortie en salles, le 19 octobre aux États-Unis, du film *Les Dix Commandements*, avec Elliott Gould. — Reuters

Les sous-munitions israéliennes continuent de tuer au sud du Liban

MOUNA NAÏM

Tyr — Le jeudi 11 octobre, les équipes de démineurs de toutes les organisations spécialisées opérant dans le sud du Liban sous l'égide des Nations unies ont cessé leur travail de terrain. Un de leurs collègues, un citoyen anglais âgé de 36 ans, a été tué dans la région de Bint Jbeil par l'explosion d'un des engins de mort contenus dans les bombes à sous-munitions tirées par l'armée israélienne au cours des trois derniers jours de la guerre de l'été 2006 qui l'a opposée au Hezbollah libanais.

L'arrêt de travail, par respect pour la victime, est devenu une tradition des 76 équipes de déminage — celles de l'armée libanaise exclues — en activité dans le sud du Liban, explique Dalya Farran, chargée des relations avec la presse au centre de coordination de l'ONU pour le déminage de la région. Depuis le début de leur mission, ces équipes ont perdu 13 hommes tandis que 32 autres ont été blessés. Vingt-cinq civils ont par ailleurs été tués et 185 autres blessés par l'explosion de ces engins.

En un peu plus d'un an, les démineurs ont désamorcé ou fait exploser plus de 130 000 sous-munitions. Un chiffre énorme mais qui apparaît dérisoire au regard du près d'un million de sous-munitions disséminées sur une superficie estimée à plus de 38 millions de mètres carrés. Le problème, ex-

plicque Dalya Farran, c'est qu'Israël n'a donné, à ce jour, aucune réponse aux demandes répétées de l'ONU lui réclamant des informations sur les sites visés par les bombes à sous-munitions.

Autant dire que les démineurs travaillent presque en aveugle, découvrant pratiquement à tâtons les sites « contaminés ». Prioritaire, le nettoyage des habitations est désormais terminé, mais les champs sont toujours infestés par ces engins. Il y en aurait même des couches superposées dans certaines zones bombardées à plusieurs reprises.

Jeunes femmes

« Juste après la guerre, on en trouvait partout: dans les arbres, sur les toits des maisons, dans les champs », raconte Jean-Claude Amand, superviseur technique de l'équipe de démineurs de l'association Fondation Sud (FSD) dans le village de Siddiqine. L'urgence a été assurée par les associations qui étaient chargées de neutraliser les champs de mines laissés par l'armée israélienne lors de son retrait du Liban-Sud, en l'an 2000. FSD et Handicap International ont pris la relève. Elles sont toutes deux financées, comme les britanniques MAC et danoise DCA, par le programme humanitaire européen Echo. C'est à leurs équipes qu'est revenue la « difficile et ingrate » tâche de défrichage et de nettoyage des lieux. M. Amand, de nationalité vietnamienne, a trouvé ici certaines des sous-munitions

dont l'armée américaine avait arrosé le Vietnam.

Les démineurs sont dans leur écrasante majorité des Libanais qui ont reçu une formation sur place par des expatriés. Comme le dit le jeune Akl Mahmoud, de FSD, ils ont estimé qu'ils avaient le choix entre « vivre avec ces engins toute la vie et éventuellement en mourir ou s'atteler au nettoyage ». Akl a abandonné son emploi à Beyrouth pour s'engager, comme l'ont fait avant lui ses deux frères, enrôlés dans d'autres ONG. Les salaires que les démineurs perçoivent ne sont pas sans attrait: un minimum de 750 \$ par mois dans un pays, et surtout une région, où le chômage est presque la règle et où les salaires sont dérisoires.

Plus surprenant est le nombre de jeunes femmes démineuses. Elles sont pourtant en majorité originaires de ce sud très conservateur. Le voile des musulmanes n'est visiblement pas, pour elles, un handicap. Chez MAC, l'ONG britannique basée dans la région de Tyr, elles sont âgées de 20 à 36 ans et tout aussi résolues que leurs collègues masculins, dont elles ont gagné le respect, malgré les réticences formulées dans un premier temps par l'armée et par l'ONU. Quelques-unes n'excluent pas de s'expatrier si on leur propose, à l'image d'une de leurs chefs, Leopold Zhubi, de nationalité kosovare, employée, comme son époux, par MAC.

Le Monde

SOLDES

JUSQU'À 60%

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558

doce

UOMO

LE MONDE

Al Gore honoré pour son combat contre le réchauffement climatique

Après le Nobel, la Maison-Blanche ?

ALAIN JEAN-ROBERT

Washington — Récompensé hier par le prix Nobel de la paix, l'ancien vice-président américain Al Gore pourrait se lancer, sept ans après la déconvenue de 2000, dans la course à la Maison-Blanche, espèrent ses partisans.

«Beaucoup de gens vont l'appeler pour qu'il se lance dans la course. C'est très difficile de prévoir ce qu'il décidera», a estimé John Dickerson, politologue américain, interrogé sur CNN après l'attribution du prix conjointement à M. Gore et au groupe d'experts de l'ONU sur le climat (GIEC).

Champion de la lutte contre le réchauffement climatique, l'ancien vice-président de Bill Clinton a expliqué qu'il ne voulait plus faire de politique institutionnelle, mais ses fidèles, nombreux, ne l'entendent pas de cette oreille. Mercredi déjà, ses amis ont publié une pleine page dans le *New York Times* et diffusé des messages sur plusieurs chaînes de radio pour tenter de convaincre celui qui aurait pu être le 43^e président des États-Unis de tenter sa chance en novembre 2008.

Al Gore, 59 ans, a contribué à vulgariser auprès du grand public la question climatique en participant à *Une vérité qui dérange*, documentaire à succès qui a notamment été primé par un Oscar au début de l'année à Hollywood.

Il demeure depuis omniprésent dans les médias américains. Les mégaconcerts et les milliers d'initiatives de Live Earth, auxquels ont participé cet été des dizaines d'artistes de renommée internationale, ont soulevé de nouveau la question du retour d'Al Gore sur la scène politique. Sans être candidat, il est toujours en bonne place dans les sondages pour les primaires démocrates. Ce-



JEFF ZELEVABSKY EUTERSR

Al Gore, en juin dernier. «Beaucoup de gens vont l'appeler pour qu'il se lance dans la course.»

pendant, estiment des experts, Hillary Clinton a pris une telle avance dans le camp démocrate que lui voler la vedette semble une tâche hors de portée. A moins de trois mois des premières primaires, Mme Clinton a

amassé 70 millions pour mener sa campagne et rassemblé autour d'elle la fine fleur des conseillers et experts démocrates. Avant sa récompense, M. Gore affirmait qu'il ne voulait pas lancer une nouvelle campagne. Il a

toutefois refusé de fermer totalement la porte à cette éventualité: «Je ne l'ai pas exclue [l'idée], mais je ne pense pas que cela ait des chances de se produire», a déclaré M. Gore dans un récent entretien à l'hebdomadaire *Time*. «Si je fais bien mon travail, tous les candidats vont parler de la crise climatique. Et je ne suis pas convaincu que la présidence soit le meilleur rôle que je puisse jouer», dit-il.

«Il ne veut pas y aller»

Selon son épouse Tipper, plusieurs amis ont tenté sans succès de le convaincre de se lancer dans la course. «Il ne veut pas y aller», assure-t-elle.

«Il a accès à tous les dirigeants, dans tous les pays, dans le monde des affaires, à des gens de toute obédience politique; il peut faire ce qu'il veut, partout dans le monde, aussi longtemps qu'il le veut. C'est ça, la liberté! Pourquoi y renoncer?», lance-t-elle.

Michael Feldman, un proche conseiller de Gore, a estimé sur le site en ligne *politico.com* que l'attribution du prix Nobel ne poussera pas l'ancien vice-président à postuler pour la Maison-Blanche.

«Il a sans cesse répété qu'il n'avait pas de plan pour se présenter à la présidence», a dit M. Feldman, rappelant que M. Gore a dépensé tout son temps pour la lutte contre le réchauffement climatique et qu'il allait continuer ce combat. Pourtant, à la présidence, Al Gore se retrouverait dans une position idéale pour appliquer les idées qui lui tiennent le plus à cœur. «Il n'y a pas de meilleur endroit pour lutter contre le réchauffement climatique que le bureau ovale» de la Maison-Blanche, a estimé Sherry Bebitch Jeffe, professeur de sciences politiques à l'Université de Californie du Sud (USC) à Los Angeles.

Agence France-Presse

Voir le monde à l'horizontale

Dès les premiers instants de votre vol pour Paris, vous serez envoûté par le design innovateur de la Suite Super Affaires^{MD}. De l'éclairage d'ambiance aux téléviseurs personnels à écran tactile avec vidéo sur demande vous offrant plus de 80 heures de divertissements, vous bénéficierez d'un confort exceptionnel dans un espace pensé pour votre seul bien-être. Et puisque chaque siège de la Suite Super Affaires donne accès au couloir en plus d'être muni de prises pour tous vos appareils, vous serez toujours branché sur votre monde. De plus, jusqu'au 31 janvier 2008, vous obtiendrez le triple des milles Aéroplan^{MD} pour chacun de vos voyages à Paris en service Super Affaires. Que vous choisissiez d'être en position assise ou à l'horizontale, les Suites Super Affaires sont conçues pour vous transporter dans un confort inégalé.

WORLD AIRLINE AWARDS
BEST TRANSPORTATION
2007

STAR ALLIANCE

AIR CANADA
La liberté de voyager à votre façon

ACTUALITÉS

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

Toronto Star, Robert Crew est tout simplement enchanté. «Je trouve tout cela très excitant. J'aime la façon qu'ils ont d'inclure la population dans les projets comme l'opéra urbain et le fait qu'ils donnent une place aux artistes québécois comme Robert Lepage», lance cet ancien critique de théâtre, qui se fout un peu de savoir si Céline sera là ou pas. «Je vais certainement écrire un article important là-dessus pour convaincre les gens d'y aller.»

Mais pendant ce temps, chez les «locaux», le 400 rassemble surtout les sceptiques. «Je suis toujours très surpris quand j'entends ça», rétorque le responsable du marketing hors Québec pour le 400, Roxane St-Pierre. «Moi, j'ai zéro commentaire négatif depuis un an et demi. À la minute où tu sors de Québec, les commentaires sont positifs et les gens sont impressionnés par la programmation.»

Optimiste, l'Office du tourisme prévoit une augmentation de 6,6 % du nombre de touristes en 2008 par rapport à 2006. «C'est beaucoup quand on sait que l'augmentation moyenne est de 1,2%», souligne France Lessard, de la division du développement de cet organisme. «Si une augmentation comme celle-là se maintenait, le nombre de touristes doublerait en dix ans. Il faudrait construire beaucoup d'hôtels!»

La programmation... quelle programmation?

Certes, les intervenants touristiques joints par Le Devoir se sont souvent montrés enthousiastes quant à la tenue du 400, mais de là à dire que la programmation les impressionne... «Nous, on n'en a pas entendu parler beaucoup, pour être très honnête», répond Ruby Roy, une guide touristique montréalaise qui présidait jusqu'à tout récemment la World Federation of Tourist Guide Associations, réseau dont la ville de Québec n'est toutefois pas membre. «Quand des journalistes me posent des questions sur Québec, je leur dis qu'il y a le 400, mais je ne peux pas aller beaucoup plus loin. L'organisation est peut-être un petit peu en retard.»

M. Crew, du Toronto Star, trouve lui aussi qu'on en a peu parlé ailleurs au Canada. «C'est vrai que les gens, pour l'instant, ne sont pas trop au courant. Je n'ai pas vu beaucoup de publicité. J'imagine qu'ils se préparent à le faire...»

Au 400, on nous dit que tout cela est normal. Une nouvelle campagne de publicité locale doit être lancée lundi. L'extérieur du Québec y aura droit plus tard en novembre. «De nos jours, les touristes planifient leurs vacances au maximum trois mois à l'avance», martèle-t-on en précisant bien que le cœur des festivités aura lieu en juillet.

Pour les Canadiens, peut-être, mais qu'en est-il des Européens? Pendant que la visite en France du ministre responsable de la région de Québec, Philippe Couillard et de l'équipe du 400 faisait les manchettes locales cette semaine, les Français n'ont même pas eu conscience de son existence. «Non, je n'ai pas entendu parler de cette mission», répond Michèle Aulagnon-Ponsonnet, journaliste pour le magazine Géo. Mme Aulagnon-Ponsonnet prépare justement un article sur Québec pour 2008, «mais pas en lien avec les festivités», précise-t-elle. Parce que les Français demeurent plus attirés par nos légendaires grands espaces que par notre riche passé. L'histoire, ils connaissent. «C'est sûr que le 400 peut servir de prétexte, mais je ne pense pas que les gens vont décider de voyager au Québec à cause d'un anniversaire comme ça», poursuit la journaliste. «A part peut-être quelques historiens... Ce n'est pas les Jeux olympiques, quoi!»

Le directeur de l'école de commerce de l'Université de La Rochelle, Daniel Peyron, est beaucoup plus emballé. Comme quoi il faut distinguer les échos parisiens de ce qui se passe en province. «Ici, dans le département de la Charente-Maritime, on est particulièrement concerné par cet événement parce qu'on sait que beaucoup de Québécois ont leurs racines ici, et on en éprouve une certaine fierté», explique cet expert en tourisme engagé dans diverses activités d'échanges entre la France et le Québec dans le cadre de 2008 (bourses pour les étudiants, colloques). «C'est vrai que c'est peu médiatisé, maintenant. Ça va l'être sur le moment. On anticipe moins que chez vous, c'est notre côté "Vieille Europe"... On improvise un peu plus, mais ça ne veut pas dire qu'on n'y mettra pas tout notre cœur le moment venu.»

États-Unis: un dollar fort et des élections

On n'en sait guère plus du côté des États-Unis. «Je suis tout à fait au courant du fait que ça aura lieu», répond John Tavano, de Yankee Holidays, qui vend des séjours notamment au Québec depuis le Massachusetts. «Mais je ne m'attends pas à une augmentation incroyable du nombre de réservations. 2008, c'est une année électorale aux États-Unis, et avec la parité du dollar, c'est encore plus difficile.» M. Tavano a déjà vu la programmation mais ne se rappelle de rien en particulier. Le Cirque du Soleil? «Les Américains ne se déplacent pas pour ça. D'ailleurs, le Cirque est déjà presque trop représenté chez nous.» La ville de Québec se suffit à elle-même, assure toutefois l'homme d'affaires, venu célébrer son cinquième anniversaire de mariage dans la capitale l'hiver dernier. Son entreprise prévoit se servir du 400 pour vendre des forfaits, mais pas avant 2008, justement.

Roxane St-Pierre est confiante. «Le grossiste n'a pas besoin de savoir qui est l'artiste qui va faire la troisième chanson. Ce qu'il vend, c'est le concept, l'expérience, et ce sont des choses qui sont faciles à vendre à Québec parce que c'est une destination qui se démarque drôlement des autres.» Les Fêtes recueillent la sympathie de tous à cause de la ville elle-même. Sans plus, toutefois. «Je vois ça comme une excuse de retourner au Québec», résume Amy Farley, du prestigieux magazine Travel and Leisure, qui compte pas moins de six millions de lecteurs aux États-Unis. Le 400 a déjà fait l'objet d'un article en février, mais indirectement. Le premier paragraphe suggérait que c'était un beau prétexte pour redécouvrir la ville, ses délicieux restaurants, le décor, la neige et la population. «Il y a de l'intimité dans cette ville: les murs qui la contiennent et le froid glacial ont tendance à rapprocher les gens.» Un autre article, peut-être? «Ah! vous savez, nous avons tellement de belles destinations à couvrir!»

Collaboratrice du Devoir

Rectificatif

Dans le texte «Le Nobel pour une femme libre», publié dans l'édition du vendredi 12 octobre, nous avons erronément écrit que le prix Nobel avait été fondé en 1906. Il a en fait été fondé en 1901. Nos excuses.

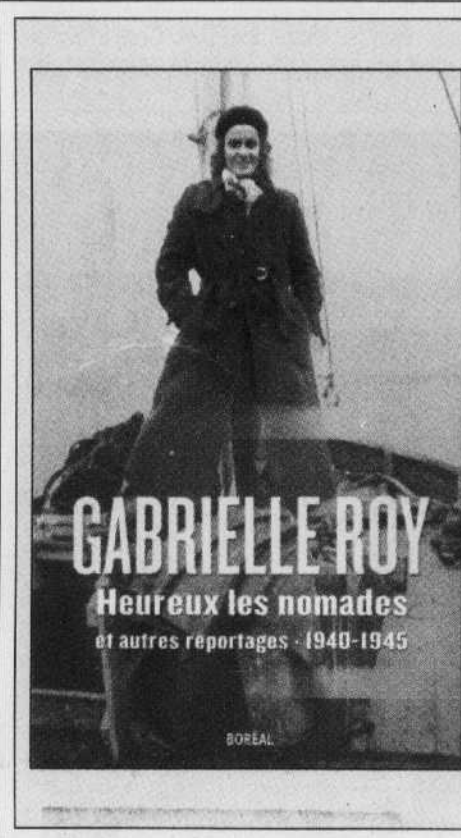
SUITE DE LA PAGE 1

■ La troisième option porte sur l'idée d'axer les activités canadiennes de sécurité et de reconstruction dans une région moins instable de l'Afghanistan.

■ La dernière possibilité étudiée par le groupe de travail consistera à retirer toutes les forces militaires canadiennes après février 2009, «à l'exception d'un petit contingent qui assurera la sécurité de nos travailleurs humanitaires et de nos diplomates», a dit Stephen Harper.

Le groupe de travail pourra aussi ouvrir de nouvelles pistes de réflexion s'il le souhaite. «Tout est sur la table», a dit John Manley hier, lui qui entend consulter des spécialistes des questions militaires et afghanes au cours des trois prochains mois. «Nous nous entretiendrons avec les principaux partenaires internationaux du Canada et nous nous rendrons en Afghanistan pour recueillir les points de vue de citoyens afghans et du gouvernement afghan», a-t-il ajouté. Le rapport est attendu avant la fin de janvier 2008.

Par contre, le premier ministre Harper a précisé que des balises devront guider les recommandations du groupe. «Quel que soit le choix que nous ferons en Afghanistan, il devra respecter les sacrifices que les Canadiens y ont consentis. Nous avons réalisé des progrès considérables dans l'amélioration de la vie de la population afghane, à un coût élevé pour nos militaires et notre trésor public. Nous devons aussi tenir compte du risque d'un re-



Gabrielle Roy Heureux les nomades et autres reportages 1940-1945

Les grands romanciers font les meilleurs journalistes.

Nombreuses photos
448 pages - 27,50 \$



GORE

SUITE DE LA PAGE 1

le sujet complexe du réchauffement avec son documentaire Une vérité qui dérange, primé aux Oscars.

«Il est probablement la personne qui en a fait le plus pour qu'on comprenne mieux, à travers le monde, les mesures qui doivent être adoptées», a dit M. Mjøs.

«Nous faisons face à une véritable urgence planétaire. La crise du climat n'est pas un sujet politique, c'est un défi moral et spirituel pour l'ensemble de l'humanité», a réagi M. Gore, deuxième démocrate américain à recevoir le Nobel en cinq ans après l'ancien président Jimmy Carter (2002).

A New Delhi, le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'Indien Rajendra Pachauri, a quant à lui exprimé l'espoir que le prix créerait un «sentiment d'urgence» à propos du réchauffement.

Aux États-Unis, certains font des conjectures sur la possibilité que le Nobel ravive les anciennes ambitions d'Al Gore à un an de la présidentielle. «Cela ne nous intéresse pas de savoir ce que le lauréat fait par la suite», a déclaré M. Mjøs, interrogé sur les chances pour que la carrière politique de M. Gore soit subitement relancée.

Faisant un travail de fourmi, le GIEC expertise et compile les recherches de milliers de scientifiques internationaux. Ses rapports fournissent un socle de connaissances aux décideurs politiques.

Le GIEC prédit notamment une hausse de 1,1 à 6,4 °C de la température moyenne planétaire d'ici 2100, «très probablement» à cause de l'homme.

Rare voix discordante dans le concert de louanges, le président tchèque Vaclav Klaus s'est dit «un peu surpris» de la distinction d'Al Gore, «car les liens entre ses activités et la paix mondiale sont indistincts et peu clairs».

En récompensant Al Gore et le GIEC parmi 181 candidats, le comité Nobel lance un message fort à la communauté internationale à quelques semaines de la conférence de Bali, du 3 au 14 décembre, qui doit se pencher sur de nouvelles réductions des émissions de gaz à effet de serre au-delà de 2012, après l'expiration de la première phase du protocole de Kyoto.

Il s'agit d'un texte que M. Gore a négocié pour les États-Unis, aujourd'hui le principal émetteur de CO2 de la planète avec la Chine, mais non ratifié par le Sénat américain et foulé aux pieds par le président Bush.

«L'action est nécessaire maintenant, avant que le changement climatique n'échappe au contrôle de l'homme», a précisé M. Mjøs.

Toutefois, interrogé pour savoir si le Nobel allait exercer une pression accrue sur l'administration Bush pour changer de politique en matière d'environnement, un porte-parole de la Maison-Blanche a répondu par la négative.

En s'attaquant à la question climatique, le comité étend une nouvelle fois le champ couvert par le prix de la paix. Lan dernier, le Nobel avait privilégié la lutte contre la pauvreté avec le Bangladais Muhammad Yunus et sa Grameen Bank en 2006.

«De grands changements climatiques pourraient alté-

HARPER

tour au chaos en Afghanistan et des éventuelles répercussions régionales et internationales. Nous devons également respecter nos obligations envers nos alliés des Nations unies et de l'OTAN. Et, bien entendu, nous devons tenir compte des conséquences sur la réputation internationale du Canada», a-t-il énuméré en point de presse à Ottawa.

Des membres favorables à la mission

Ce groupe de travail sera présidé par l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères, John Manley, qui s'est déjà rendu en Afghanistan à deux occasions: une fois à titre de ministre, en 2002, et plus récemment, en mai dernier, à titre de directeur de l'ONG Care Canada.

Dans un texte publié ce mois-ci dans la revue Options politiques, John Manley soutient que l'Afghanistan «est une occasion énorme pour le Canada». «Pour la première fois depuis plusieurs années, nous avons un niveau d'engagement dans un conflit international qui nous donne du poids et de la crédibilité», écrit-il. Tout en affirmant que la sécurité et le développement vont de pair, il ajoute dans son texte qu'il ne faut pas «abandonner» l'Afghanistan.

Hier, M. Manley a réitéré ce point de vue. Il a aussi tenu à préciser que les travaux de ce comité ne sont pas télégués. «J'ai n'ai reçu aucune instruction au sujet des options préférées du gouvernement. Je suis un agent libre. Je n'ai rien décidé à propos de la direction que nous devrions prendre», a-t-il affirmé.

Le NPD a reproché hier au gouvernement d'em-

baucher un président qui a participé à la décision d'envoyer les troupes canadiennes en Afghanistan à l'époque du gouvernement Chrétien. «C'est un peu ridicule de voir qu'on nomme quelqu'un qui appuie la mission actuelle depuis le début», a lancé le député Yvon Godin.

Parmi les quatre autres membres du groupe, on note la présence de Derek Burney, ancien ambassadeur canadien aux États-Unis, qui a aussi dirigé le comité de transition vers le pouvoir des conservateurs en janvier 2006. Le 21 mars 2003, devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Burney avait critiqué la décision du gouvernement Chrétien de ne pas participer à l'offensive américaine en Irak. «J'aurais personnellement préféré voir le Canada prendre place dans la coalition des États de bonne volonté, aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. Cela aurait été en accord avec nos traditions et nos intérêts», avait-il dit.

L'ancien chef de la direction du Canadian National et de Bombardier, Paul Tellier, sera aussi membre du groupe de travail. M. Tellier a été greffier du Conseil privé, soit le plus haut fonctionnaire fédéral, pendant de nombreuses années. Pamela Wallin, ancienne conseillère générale à New York et ex-journaliste à CTV, fait aussi partie du groupe. Elle est actuellement chancelière de l'Université de Guelph.

Le dernier membre du comité est Jake Epp, un ancien ministre fédéral de la Santé et conservateur de longue date (il avait appuyé Stockwell Day en 2000). Il est président de Partenaires canadiens pour la santé internationale, un organisme sans but lucratif qui offre des soins médicaux en Afghanistan.

Pendant que le premier ministre saluait «l'expérience» de ces personnes «non partisans», les partis d'opposition reprochaient au gouvernement de chercher à noyer un débat qui devrait revenir aux élus.

«On connaît la recette à Ottawa», a affirmé au Devoir le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. «Quand il y a un problème, on crée un comité. Puis, on crée un comité pour étudier le rapport du comité. C'est une façon d'éviter les vrais débats. Mais il ne va pas s'en sortir aussi facilement. C'est le comité des Affaires étrangères de la Chambre des communes qui devrait se pencher sur la suite de la mission, et c'est ce qu'il va faire.»

Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, a quant à lui soutenu que la création de ce groupe de travail ne doit pas «servir d'excuse pour remettre à plus tard les indications sur la durée de la mission». Le PLC souhaite toujours que la mission de combat prenne fin en février 2009. Stéphane Dion a dit espérer que la nomination de John Manley aura un effet «modérateur» au sein du groupe de travail.

Bien conscient du fait que l'arrivée d'un libéral à la tête d'un comité du gouvernement conservateur puisse susciter un certain malaise, John Manley a soutenu qu'il était «de son devoir» de répondre à l'appel du premier ministre. «Je suis libéral. Mais je pense que c'est une tâche qui est au-dessus des politiques partisans», a-t-il dit.

Le Devoir

Sheila Watt-Cloutier un peu déçue pour l'Arctique

La militante inuite canadienne Sheila Watt-Cloutier, une des favorites pour le Nobel de la paix, s'est dite hier «un peu déçue» pour l'Arctique de ne pas avoir été distinguée tout en estimant que «la planète est gagnante».

Avocate infatigable des populations inuites de son Arctique natal, menacé par le réchauffement de la planète, Mme Watt-Cloutier avait été proposée conjointement avec l'ex-vice-président américain Al Gore.

Celui-ci s'est fait décerner le prix en compagnie du Groupe d'experts de l'ONU sur le climat (GIEC).

«J'ai été un peu surprise, pour être honnête, parce que nous avions été nommés conjointement par des parlementaires norvégiens», a-t-elle déclaré à la chaîne publique CBC.

Si le prix l'avait couronnée elle aussi, cela aurait «aidé à continuer à mettre l'accent sur la dimension humaine [des changements climatiques] et les questions liées à l'Arctique», a-t-elle jugé avant d'ajouter: «De ce point de vue, je dois reconnaître que je suis un peu déçue.»

Mais Mme Watt-Cloutier a salué le travail accompli par M. Gore et le GIEC pour faire progresser la lutte contre les changements climatiques, estimant que c'est «la planète qui est gagnante».

Au cours d'une conférence de presse téléphonique, un peu plus tard, elle s'est félicitée que le comité Nobel ait décidé de «mettre ainsi l'accent sur les changements climatiques, à ce moment de l'histoire», y voyant un «très bon signe».

Pour Mme Watt-Cloutier, née il y a 53 ans à Kuujuaq, dans le Grand Nord québécois, le prix Nobel de la paix 2007 aidera à établir le lien entre la lutte contre les changements climatiques et les droits de la personne.

Elle avait elle-même contribué à mettre l'accent sur les conséquences humaines du réchauffement climatique en déposant en 2005 une plainte auprès de la Commission interaméricaine des droits de la personne afin de protéger les droits des Inuits contre les conséquences des changements climatiques.

Mme Watt-Cloutier a estimé que sa nomination pour le prix avait déjà largement contribué à faire connaître son combat, indiquant qu'elle était invitée dans le monde entier pour parler des changements climatiques, en particulier sous l'angle des droits de la personne.

Ancienne présidente de la Conférence circumpolaire inuite (CCI), une organisation qui représente quelque 155 000 Inuits du Canada, de l'Alaska, du Groenland et de la Russie, elle a également remercié tous ceux, notamment dans le Nord, qui lui ont exprimé leur soutien.

Agence France-Presse

Agence France-Presse

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir, dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.